

PÉTROLE

L'Opep+ prolonge ses réductions de production

Les pays de l'Opep+ se sont accordés hier sur l'extension de leurs coupes actuelles de production pour soutenir les cours de pétrole à un moment de grandes incertitudes économiques et géopolitiques. En effet, le groupe des 22 membres va « prolonger le niveau total de la production de pétrole brut du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025 », a indiqué l'alliance dans un communiqué. P 3



COSOB

Lancement du projet de numérisation des ordres de bourse



La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob) d'Algérie, en collaboration avec l'Autorité gouvernementale de certification électronique, annoncé hier à Alger le lancement officiel du projet de numérisation des ordres de bourse.

P 3

UN DÉCRET EXÉCUTIF PUBLIÉ AU JO

La concession et la gestion des zones franches fixées

Dans le cadre des grandes réformes que connaît notre pays, notamment le volet des exportations hors hydrocarbures qui a enregistré un progrès significatif ces dernières années, la réalisation de zones franches, au nombre de cinq, est l'objectif des pouvoirs publics afin de booster l'attractivité commerciale et économique dans ces espaces. Le soutien et l'encouragement des investisseurs et opérateurs économiques par l'Etat, résulte de l'attachement de l'Algérie à atteindre les objectifs de développement économique et d'intégration continentale et s'ouvrir à l'international. Et, c'est dans ce cadre, que le voile est levé sur les modalités de concession et de gestion des zones franches.

P 5

200 000 NOUVEAUX LITS À RÉALISER À L'HORIZON 2030

L'investissement touristique en plein essor

L'investissement constitue le cœur de la stratégie de développement du tourisme en Algérie, c'est pourquoi le gouvernement a accentué ses actions dans ce sens. Pour satisfaire une demande croissante, des projets ont été validés et lancés. Parmi ceux-ci, on trouve le projet de réalisation de 249 zones d'expansion touristique (ZET) et le projet d'agrandissement du parc hôtelier national avec 2 200 projets agréés dans le but de réaliser 200 000 lits aux environs de 2030.

P 5

AAPI

**Lancement «prochain»
de la réalisation
de 21 projets structurants** P 2

ENTREPRENEURIAT

**414.000 projets
de micro-entreprises
recensés** P 5

EDUCATION

**Plus de 800.000
candidats à l'examen
du BEM à partir
d'aujourd'hui** P 16

SALON DU MARIAGE
2024

**LG Algérie
présente son
pack
exceptionnel
pour les mariés**

LG Electronics Algérie participe pour la deuxième fois à la 12ème édition du Salon du Mariage, se déroulant du 31 mai au 6 juin 2024 au Palais des Expositions des Pins Maritimes à Alger. En tant que sponsor officiel de cet événement dédié aux futurs mariés, LG présente une offre exclusive spécialement conçue pour cette occasion unique. Pour célébrer cette nouvelle étape de votre vie, LG propose un pack exceptionnel comprenant un téléviseur LG UHD de 50 pouces, un réfrigérateur avec compartiment congélateur supérieur et une machine à laver Vivace de 10,5 kg. Le tout est proposé au prix exceptionnel de 270 000 DA au lieu de 337 000 DA, offrant ainsi une opportunité unique d'acquérir des appareils électroménagers haut de gamme à un prix avantageux. LG Algérie est présente avec un stand de 30m² au pavillon U, où des vouchers sont distribués aux visiteurs du salon. Ces vouchers peuvent être utilisés dans les showrooms LG, permettant aux clients de découvrir notre gamme complète de produits de haute qualité et des offres promotionnelles attrayantes. Les visiteurs auront ainsi l'opportunité de découvrir les dernières avancées technologiques proposées par LG, allant des téléviseurs aux performances exceptionnelles aux appareils électroménagers intuitifs, en passant par les solutions de climatisation avancée.

200 000 NOUVEAUX LITS À RÉALISER À L'HORIZON 2030

L'investissement touristique en plein essor

L'investissement constitue le cœur de la stratégie de développement du tourisme en Algérie, c'est pourquoi le gouvernement a accentué ses actions dans ce sens. Pour satisfaire une demande croissante, des projets ont été validés et lancés. Parmi ceux-ci, on trouve le projet de réalisation de 249 zones d'expansion touristique (ZET) et le projet d'agrandissement du parc hôtelier national avec 2 200 projets agréés dans le but de réaliser 200 000 lits aux environs de 2030.

Par Mourad A.E.

Plus de 249 zones d'expansion touristique (ZET) sont en cours de réalisation dans 40 wilayas du territoire national, dont 181 (66 %) dans les wilayas du nord, 39 (16 %) dans les wilayas des Hauts Plateaux, 17 (7 %) dans les wilayas du Sud-Oasis et 12 (5 %) dans les wilayas du Grand Sud, a indiqué Mehenaoui Salim, directeur général de l'Agence foncière touristique, lors d'une journée d'étude sur l'investissement touristique organisée à la SAFEX, Alger, à l'occasion du Salon international du tourisme et du voyage (SITEV). Il a souligné que parmi ces zones, 39 sont en phase finale avant leur classification, 25 autres sont déclarées ZET pour la première fois dans la wilaya où elles se situent, tandis que huit d'entre elles se trouvent dans les wilayas du Sud et Grand Sud, dont cinq dans les wilayas nouvellement promues,

Béni Abbès et Timimoun. Concernant les plans d'aménagement touristique, le DG de l'Agence a déclaré que 74 zones d'expansion et sites touristiques avec plan d'aménagement (1 326 projets) sont validés, en appelant les banques à accorder plus de facilités en matière de financement aux projets. De son côté, Terghini Abdelhamid, chef de cabinet au ministère du Tourisme, a dévoilé sur les ondes de la chaîne 3 de la radio nationale les grands axes de la stratégie du gouvernement pour le développement de ce secteur, notamment la promotion de l'investissement touristique. Dans le but de réaliser 200 000 lits à l'horizon 2030, Pas moins de 2 200 projets ont été agréés, dont 800 sont déjà lancés, avec un objectif de recevoir annuellement 6000 lits, a ajouté M. Terghini en soulignant l'importance de l'accompagnement et du suivi offert par les services du ministère concerné. Il est à noter que le parc hôtelier

national dispose de 1 600 hôtels toutes catégories confondues, soit 250 000 lits, un chiffre qui reste insuffisant vu l'afflux considérable des touristes ces dernières années. L'intervenant a également indiqué que l'objectif du gouvernement est de porter la contribution du secteur du tourisme dans le PIB national de 2 à 4 %, voire 7 % dans les années à venir. Il convient de rappeler qu'une journée d'étude sous le thème « Investissement touristique, réalité et perspectives » a été organisée, samedi dernier, à la SAFEX, Alger, à l'occasion du Salon international du tourisme et du voyage (SITEV). Le ministre du Tourisme, Mokhtar Didouche, a donné le coup d'envoi des travaux de cette journée en soulignant l'importante contribution de la nouvelle loi sur l'investissement ainsi que le rôle primordial des trois agences foncières (touristique, urbaine et industrielle) dans la promotion de l'investissement touristique.

PENSIONS ALLOCATIONS DE RETRAITE

Les taux de revalorisation fixés

Par Slimane T

Les taux de revalorisation des pensions et allocations de retraites, décidée en Conseil des ministres par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ont été fixés dans un arrêté ministériel signé par le ministre du travail, Fayçal Bentaleb. Dans son article premier, l'Arrêté en question a précisé que les pensions et allocations de retraite de sécurité sociale prévues par la loi n° 83-12

du 2 juillet 1983, sont revalorisées par application des taux fixés comme suit : 15 % pour les pensions et allocations dont le montant est inférieur ou égal à 15.000 DA ; 13 % pour les pensions et allocations dont le montant est supérieur à 15.000 DA et inférieur ou égal à 25.000 DA ; 12 % pour les pensions et allocations dont le montant est supérieur à 25.000 DA et inférieur ou égal à 35.000 DA ; 11 % pour les pensions et allocations dont le montant est supérieur à 35.000 DA

et inférieur ou égal à 42.500 DA ; 10, 75 % pour les pensions et allocations dont le montant est supérieur à 42.500 DA et inférieur ou égal à 70.000 DA ; 10, 50 % pour les pensions et allocations dont le montant est supérieur à 70.000 DA et inférieur ou égal à 100.000 DA ; 10, 25 % pour les pensions et allocations dont le montant est supérieur à 100.000 DA et inférieur ou égal à 150.000 DA ; 10 % pour les pensions et allocations dont le montant est

supérieur à 150.000 DA. L'arrêté précise également, dans son article 2, que « les taux prévus à l'article 1er ci-dessus, s'appliquent au montant mensuel de la pension et allocation de retraite découlant des droits contributifs », et dans son article 3, que « les taux prévus à l'article 1er ci-dessus, s'appliquent au montant mensuel de la pension d'invalidité découlant de l'application de l'article 42 de la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983 susvisée ».

AAP

Lancement «prochain» de la réalisation de 21 projets structurants

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAP), Omar Rekkache, a annoncé, avant-hier samedi depuis la wilaya de Naâma, la signature, jeudi dernier, de 21 décisions finales d'octroi de foncier économique destiné à la réalisation de projets d'investissement, d'où le lancement prochain de la réalisation de projets structurants au niveau de plusieurs wilayas. M. Rekkache s'exprimait à l'occasion de la rencontre nationale sur les perspectives de l'investissement dans les cultures

stratégiques et la valorisation des races locales, organisée à la wilaya de Naâma, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et sous la supervision du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, en présence de membres du Gouvernement, de walis et d'organisations patronales, ainsi que d'agriculteurs et de professionnels. Ces projets qui «seront lancés très prochainement», vont changer le visage des wilayas concer-

nées, dont Annaba, Bouira, Béjaïa et Mostaganem, soulignant l'attachement à la répartition de ces projets sur différentes régions du pays, a précisé M. Rekkache. Après avoir présenté les facilitations et avantages décidés par l'Etat au profit des investisseurs, M. Rekkache a fait état de 7.369 projets d'investissement, dont 179 au niveau du guichet des grands projets et de 126 projets liés aux étrangers, et ce, depuis le début des activités de l'Agence le 1er novembre 2022 jusqu'au 26 mai dernier. Quant à la wilaya de Naâma, le DG a fait

savoir que cette wilaya bénéficiera d'un «méga-projet» pour la fabrication des roues des grands engins, affirmant que le projet se trouve «aux dernières étapes des négociations». Dans le même contexte, un contrat de concession a été remis, ce jour, en marge de la rencontre nationale, au profit d'un investisseur privé, qui réalisera un projet de transformation du papier, sur une superficie totale de 30 hectares, et ce, au niveau de la zone industrielle de Harchaia dans la wilaya de Naâma.

R E

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programme.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PÉTROLE

L'Opep+ prolonge ses réductions de production

Les pays de l'Opep+ se sont accordés hier sur l'extension de leurs coupes actuelles de production pour soutenir les cours de pétrole à un moment de grandes incertitudes économiques et géopolitiques. En effet, le groupe des 22 membres va « prolonger le niveau total de la production de pétrole brut du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025 », a indiqué l'alliance dans un communiqué.

Par Sirine R/Agence

De l'autre, huit de ces pays vont poursuivre leurs réductions supplémentaires de manière volontaire, certaines d'entre elles jusqu'en septembre 2024. Des coupes de 2,2 millions de baril par jour (mbj), qui concernent l'Arabie saoudite, la Russie, l'Irak, les Émirats arabes unis, le Koweït, le Kazakhstan, l'Algérie et Oman, sont étendues jusqu'en septembre 2024 puis seront « progressivement supprimées » d'ici à septembre 2025. De précédentes coupes volontaires de 1,65 mbj annoncées en avril 2023 sont elles étendues jusqu'à fin 2025, précise le communiqué. Cette stratégie, entamée fin 2022 face à la chute des cours, vise à jouer sur la raréfaction de l'offre pour doper les prix. L'OPEP+ a par ailleurs accepté d'augmenter l'objectif de production des Emirats arabes Unis, à hauteur de 300.000 bpi, de façon progressive de janvier à septembre 2025. Ce relèvement permet à Abou Dhabi de garder des coupes de façade, tout en augmentant ses volumes. Après cette réunion éclair, Giovanni Stau-novo, analyste chez UBS interrogé par l'AFP, a salué « une bonne surprise » alors que les observateurs s'attendaient à une extension moins longue et à une bataille de chiffres. Finalement l'examen des quotas

de l'ensemble de groupe est repoussé à fin 2025, « ce qui élimine de possibles tensions ». Depuis la dernière réunion de novembre, le groupe a su garder des prix du brut plutôt stables, autour des 80 dollars le baril pour le Brent de la mer du Nord comme le WTI américain, sans parvenir à les faire décoller. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses, connus sous le nom d'OPEP+, ont procédé à une série de réductions importantes de la production depuis fin 2022, rappelle-t-on. Les membres de l'OPEP+ réduisent actuellement leur production d'un total de 5,86 millions de barils par jour (b/j), soit environ 5,7 % de la demande mondiale. Les réductions comprennent 3,66 millions de b/j par les membres de l'OPEP+ valables jusqu'à fin 2024, et 2,2 millions de b/j de réductions volontaires par certains membres qui expirent fin juin. Il est à rappeler que le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a participé dimanche, à partir de Ryadh (Arabie saoudite) par visioconférence, aux travaux de la 188e réunion de la Conférence de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), de la 54e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) et de la 37e réunion ministérielle OPEP et non-OPEP (OPEP+), indique un communiqué du ministère. Lors de ces réunions, les ministres en

charge du pétrole et les représentants des pays signataires de la Déclaration de Coopération, OPEP+, ont « échangé des points de vue sur la situation actuelle du marché pétrolier international et ses perspectives d'évolution à court terme », explique la même source. La conjoncture économique mondiale demeure « incertaine » quant à son évolution à court terme, en raison notamment d'une « croissance stagnante dans les pays industrialisés et d'une croissance économique modérée dans de nombreux pays émergents », a fait savoir le communiqué. Par ailleurs, M. Arkab a également participé à une réunion de coordination, tenue à Riyadh, réunissant les pays de l'OPEP+ effectuant volontairement des baisses additionnelles de leur production. En marge des réunions de l'OPEP+, M. Arkab s'est entretenu avec le ministre saoudien de l'Energie, le Prince Abdulaziz Bin Salman, afin de discuter « des moyens de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays dans le secteur de l'énergie, notamment en matière d'échange d'expériences et de promotion des investissements », a-t-on expliqué. M. Arkab a également eu des discussions sur des questions d'intérêt commun avec plusieurs ministres présents à Riaydh, dont les vice-premiers ministres russe et irakien, ainsi que les ministres en charge du pétrole du Kazakhstan et du Koweït.

COSOB

Lancement du projet de numérisation des ordres de bourse

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob) d'Algérie, en collaboration avec l'Autorité gouvernementale de certification électronique, annoncé hier à Alger le lancement officiel du projet de numérisation des ordres de bourse. Une opération qui s'inscrit en étroite ligne avec la nouvelle dynamique que connaît le marché financier dans notre pays, a indiqué Youcef Bouzenada, président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de

Bourse (COSOB). S'exprimant, hier à Alger, lors d'une rencontre organisée au siège de la Banque nationale de l'Habitat (BNH), Bouzenada a précisé que ce projet s'inscrit également dans le cadre de la concrétisation de l'engagement 23 du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, quant à la nécessité de développer les marchés financiers et boursiers pour financer l'économie. L'intervenant a saisi cette occasion pour mettre en avant les avancées enregistrées à la pre-

mière place financière d'Alger. Parmi les faits marquants au courant de 2024, le président de la COSOB a cité l'introduction de la banque Crédit populaire d'Algérie (CPA). Une opération couronnée de succès, dépassant toute les pronostiques, dira-t-il, en annonçant l'introduction prochaine de la Banque du développement local (BDL) et d'autres entreprises économiques, dont l'opérateur téléphonique Djezzy. « Tout cela va dynamiser davantage la Bourse d'Alger et améliorera également son at-

tractivité », souligne-t-il. Selon la Cosob, l'initiative vise à améliorer l'efficacité et l'efficacité des transactions boursières, en rendant possible l'envoi électronique des ordres d'achat et de vente à travers les intermédiaires en opération de bourse. En novembre dernier, la Cosob a validé de nouveaux mécanismes à la Bourse d'Alger dans le but d'insuffler une nouvelle vigueur aux pratiques boursières et stimuler l'activité du marché financier.

A B.

CONSTANTINE/ UNIVERSITÉ

50 diplômés bénéficient d'une formation sur l'entrepreneuriat

Au total, 50 jeunes porteurs de projets, diplômés de l'université frères Mentouri (Constantine 1), bénéficient d'une session de formation adaptée en entrepreneuriat, lancée dernièrement à l'initiative du centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE), relevant de la même université, a indiqué dimanche à l'APS sa directrice, Dr Fouzia Mouri. L'opération s'inscrit dans le cadre des directives du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scienti-

fique visant à accompagner les diplômés des universités pour la création de leurs entreprises innovantes "Startup", tout en contribuant à leur insertion dans le monde de l'emploi, a précisé la même responsable. Deuxième du genre après celle organisée mi-février dernier, cette formation de 15 jours cible des jeunes porteurs de 35 projets dans plusieurs spécialités comme l'agroalimentaire, la biologie, les sciences de la nature, sciences et technologies, sciences vétérinaires, méde-

cine et pharmacie, a-t-elle indiqué, rappelant que la première session avait touché 47 jeunes concernés par la création de 27 projets. La même source a révélé que l'encadrement des cours théoriques est assuré par des enseignants formateurs, tandis que le volet pratique est pris en charge par des conseillers spécialisés de l'agence nationale d'appui et de développement à l'entrepreneuriat (ANADE) et par des investisseurs et hommes d'affaires et ce, en vertu de conventions de parte-

nariat signées entre cet établissement d'enseignement supérieur et le bureau de liaison entreprises - université (BLEU). Créé en octobre 2023, le CDE de l'université frères Mentouri, situé au campus Ahmed Hamani, est un espace destiné à l'échange des connaissances et des expériences entre les enseignants chercheurs et les jeunes sortants des universités et la mise en œuvre de programmes liés à la création d'entreprises au profit des jeunes porteurs d'idées, a-t-on indiqué.

SOMMET CORÉE-AFRIQUE

Attaf salue les initiatives proposées

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a pris part dimanche à Séoul, aux travaux de la réunion ministérielle préparatoire du Sommet Afrique-Corée prévu les 4 et 5 juin, selon un communiqué du ministère. Coprésidée par la Mauritanie et la République de Corée, la réunion a porté sur les conclusions les plus importantes qui sanctionneront le Sommet, notamment concernant le renforcement du partenariat Afrique-Corée dans ses différentes dimensions politique, économique, sociale et culturelle, précise le communiqué. Dans son allocution, M. Attaf a salué "la volonté commune des deux parties africaine et coréenne, de hisser leur partenariat au niveau du sommet", précise le communiqué. Il a également salué "les initiatives proposées par la République de Corée en vue de structurer sa coopération avec les Etats du continent africain", soulignant l'importance d'adopter le principe de l'Afrique capable de construire son présent et son avenir en tenant compte de la conjoncture particulière que traversent les pays et les peuples du continent, outre l'appui aux solutions de développement issues de l'agenda de l'Union africaine (UA) 2063. En marge des travaux de la réunion, M. Attaf s'est entretenu avec son homologue mauritanien M. Mohamed Salem Ould Merzouk, dont le pays coprécide les travaux du sommet avec la République de Corée, en vertu de sa présidence actuelle de l'Union africaine. Les deux parties ont évoqué à cette occasion "les questions les plus importantes inscrites à l'ordre du jour du sommet et ont échangé les vues sur les développements de la situation sur les plans continental et régional, ajoute la même source.

PÊCHE

Un investissement américain de 8 millions \$ pour booster l'aquaculture

L'entreprise aquacole Aqua Continentale a signé, le 28 mai dernier, un accord de 8 millions \$ avec la firme américaine E.S.E Intec spécialisée dans la fourniture de solutions pour l'industrie alimentaire et des aliments pour animaux. L'annonce a été faite dans un communiqué publié sur le site de l'ambassade des USA basée à Alger. Ce partenariat porte sur la réalisation d'un projet de production aquacole et de fabrication d'aliments pour l'aquaculture dans la wilaya de Relizane. Dans ce cadre, E.S.E Intec mettra à profit son expertise dans l'ingénierie, la conception, la fourniture d'équipements, la construction et la mise en place d'installations industrielles. D'après Madjid Abaoub, directeur de Aqua Continentale, ledit projet prévoit l'installation de 4 unités de production aquacole dont la principale sera dédiée à l'élevage de crevettes. « Ce projet que nous allons lancer avec le savoir-faire des Américains sera le premier du genre en Algérie dans la fabrication d'aliments de toutes espèces de poissons. À travers ce contrat, toute la chaîne de l'aquaculture sera couverte », ajoute le responsable. L'entreprise prévoit une production de 10 000 tonnes de crevettes destinées aussi bien au marché local qu'à l'exportation à terme ainsi que la création de 150 à 200 emplois. En Algérie, l'aquaculture fournit moins de 5 % de la production nationale de poissons estimée à près de 125 500 tonnes en 2023.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE-CREA

Signature d'une convention-cadre

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a signé, samedi à Naâma, une convention-cadre avec le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) pour la promotion et la relance de l'agriculture algérienne à travers la dynamisation des projets d'investissement agricole. La convention a été signée par la Directrice générale de l'investissement et du foncier agricoles, Souad Assaous, et le président du CREA, Kamel Moula, en marge

des travaux de la Rencontre nationale sur les perspectives d'investissement dans les cultures stratégiques et la valorisation des races locales, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La convention a pour objectif d'officialiser la coopération entre les deux parties en matière de relance de l'agriculture algérienne, de renforcement des projets agricoles, notamment stratégiques, d'échange

d'informations sur le climat d'investissement agricole et de promotion des investissements dans le secteur. Les deux parties s'engagent, en vertu de cette convention, à identifier et aplanir les difficultés entravant les projets agricoles, à offrir l'appui nécessaire, à encourager les pratiques agricoles durables et à investir dans la recherche et le développement en matière de techniques agricoles innovantes pour augmenter la productivité.

ORAN

Rencontre sur l'intelligence artificielle et la santé numérique

L'université d'Oran 1 "Ahmed Benbella" a organisé, samedi, la 4e édition du congrès international sur l'intelligence artificielle, la santé numérique et la technologie, qui a regroupé une centaine d'enseignants, d'étudiants, de professionnels et de représentants d'entreprises spécialisées dans ce domaine, a-t-on appris de cet établissement de l'enseignement supérieur. Cette rencontre scientifique qui aborde l'intelligence artificielle, la santé numérique et la technologie de pointe, les données et les technologies d'information et de communication vise à proposer des solutions et des outils technologiques qui concernent la santé, a-t-on indiqué dans un communiqué de l'université. Cet événement a été organisé par la faculté des sciences exactes et appliquées de l'université d'Oran 1, l'agence thématique de recherche en sciences de la santé et de la vie et l'université de Paris-est Créteil (France), a-t-on fait savoir de même

source, soulignant que cette rencontre, organisée sous le slogan "intelligence artificielle et santé électronique" représente aujourd'hui "un espace important pour tous ceux intéressés de manière directe ou indirecte par l'intelligence artificielle et la santé". L'édition de 2024 de ce colloque vise aussi

à renforcer le savoir-faire des étudiants en intelligence artificielle appliqué sur la santé, ainsi que la coopération entre les parties prenantes du monde académique, sociale et économique et inciter à l'innovation et à la gestion des affaires dans le domaine de la santé numérique.

NAÂMA

Saisie de 53 kg de kif traité en provenance du Maroc

Les éléments de la brigade de Police judiciaire de la daïra d'Aïn Sefra (Naâma), en coordination avec l'Inspection divisionnaire des Douanes, ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le trafic illicite de drogues provenant du Maroc, et saisi 53kg de kif traité, a indiqué, samedi, un communiqué de ce corps constitué. "Dans le cadre de la coordination conjointe entre les services de Sûreté nationale et des Douanes algériennes, visant à contrecarrer les barons de drogues, les éléments de la Police judiciaire relavant de la daïra d'Aïn Sefra (Naâma) en coordination avec l'Inspection divisionnaire des Douanes, ont démantelé, la semaine dernière, un réseau criminel constitué de huit (8) individus spécialisé dans le trafic illicite de drogues en provenance du Maroc". Cette opération commune a permis de saisir 53kg de kif traité, de véhicules utilisés pour transporter ces drogues, en plus d'une somme d'argent de 219.500 DA". "Les mis en cause ont été déférés devant les juridictions territorialement compétentes", conclut le communiqué.

CNDH

L'Algérie a franchi «de grands pas» en matière de protection des droits de l'enfant

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), a affirmé, samedi, que l'Algérie avait franchi de grands pas en matière de protection et de promotion des droits de l'enfant, grâce aux grands efforts déployés pour garantir un enseignement obligatoire et gratuit, une prise en charge médicale et une protection juridique en faveur de cette catégorie. Dans un communiqué rendu public à l'occasion de la Journée mondiale de l'Enfant (1er juin), le Conseil s'est dit satisfait des "grands efforts déployés inlassablement par l'Etat algérien, au profit de l'enfant, notamment pour garantir un enseignement gratuit et obligatoire dans tous les cycles scolaires, et absorber le décrochage scolaire au deuxième et au troisième cycles à travers la formation professionnelle et l'apprentissage". Le Conseil s'est également félicité de la baisse de la mortalité infantile, la qualifiant d'"acquis"

en matière de préservation de la vie de l'enfant, ainsi qu'en termes de la prise en charge médicale, en témoignent "tous les rapports des mécanismes de l'ONU y afférents". Par la même occasion, le Conseil a salué le législateur algérien "soucieux d'assurer à l'enfant une protection juridique complète", notamment à travers les Constitution, de 1963 jusqu'à 2020, et les politiques exécutives qui ont en découlé depuis l'indépendance", relevant que l'Algérie avait franchi "de grands pas en matière de protection et de promotion de l'enfance, notamment par la constitutionnalisation d'un principe central à l'article 71, ayant renforcé les droits de l'enfant par la consécration de son intérêt supérieur". Selon le CNDH, la législation algérienne assure "la protection légale de l'enfant de toutes sortes de violence et de danger».

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 02 جوان 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 02 Juin 2024

Prix du détail ¹		أسعارالتجزئة			المنتجات
DA / Kg		معدل	أعلى	أدنى	
Produits	Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	74	88	61	البطاطا
	Tomate	79	91	66	الطماطم
	Oignon sec	77	85	69	البصل الجاف
	Ail sec	393	454	331	الثوم الجاف
	Ail vert	107	119	95	الثوم الأخضر
	Carotte	70	78	62	الجزر
	Navet	95	106	85	لفت
	Petit pois	250	272	228	الجبليانة
	Fève verte	98	110	86	القول الأخضر
	Courgette	85	96	74	الكوسة
	Haricot vert	217	238	195	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	131	144	119	الخس
Fruits frais	Pomme locale	456	578	334	التفاح المحلي
	Datte	536	668	405	التمر
	Orange	189	236	142	البرتقال
	Citron	162	181	143	الليمون
	Banane	331	345	317	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1690	1830	1550	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	356	367	344	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	101	88	حليب البقر (لتر)

UN DÉCRET EXÉCUTIF PUBLIÉ AU JO

La concession et la gestion des zones franches fixées

Dans le cadre des grandes réformes que connaît notre pays, notamment le volet des exportations hors hydrocarbures qui a enregistré un progrès significatif ces dernières années, la réalisation de zones franches, au nombre de cinq, est l'objectif des pouvoirs publics afin de booster l'attractivité commerciale et économique dans ces espaces. Le soutien et l'encouragement des investisseurs et opérateurs économiques par l'Etat, résulte de l'attachement de l'Algérie à atteindre les objectifs de développement économique et d'intégration continentale et s'ouvrir à l'international. Et, c'est dans ce cadre, que le voile est levé sur les modalités de concession et de gestion des zones franches.

Par Réda Hadi

En effet, les modalités de concessions et les règles régissant les zones franches ont été fixées en vertu d'un nouveau décret exécutif publié au Journal officiel (JO) N 36. Il s'agit du décret n 24-168 signé par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, le 28 mai dernier, qui a pour objet de fixer les modalités de concession de la gestion des zones franches, moyennant une redevance acquittée auprès de l'administration domaniale. Au vu de la loi 22-15, fixant les règles régissant les zones franches, la zone franche comporte l'ensemble des biens immeubles et meubles, notamment les infrastructures, les immeubles et les terrains destinés aux activités des opérateurs économiques activant au niveau de cette zone franche, ainsi que les locaux abritant les services publics. Précision de taille, l'Etat prend en charge les études relatives à l'aménagement et la réalisation des infrastructures (relais aux transports, raccordement à l'énergie électrique, gaz, eau et communication) mais également l'assainissement et d'autres installations nécessaires. Selon le décret 21-168 exécutif portant sur les modalités de concession de la gestion des zones franches, il est disposé que la gestion de la zone franche soit concédée par le ministre chargé du Commerce, autorité concédante, au profit d'un établissement public à caractère industriel et commercial, à savoir le concessionnaire. Il revient donc au concessionnaire de s'acquitter d'une redevance versée annuellement, dont le montant est calculé conformément aux modalités prévues par la législation en vigueur. La durée de concession de gestion de la zone franche est fixée à 65 ans qui peut être renouvelée pour une fois, une année avant l'expiration à la demande d'une ou des deux parties du contrat, l'autorité concédante et le concessionnaire en l'occurrence. Le concessionnaire compte à sa disposition les biens immeubles et meubles au niveau de

la zone franche, en vertu d'un procès-verbal élaboré sur la base d'un inventaire physique et estimatif préalablement effectué par l'autorité concédante, en coordination avec l'administration domaniale, ainsi que d'un procès-verbal de constatation établissant la consistance de l'inventaire, signé par les parties. Selon le décret en question, le concessionnaire prend en charge les travaux d'aménagement qu'il effectue au sein de la zone franche, notamment en ce qui concerne les travaux d'aménagement des voiries et des parkings, ceux du raccordement aux réseaux d'énergie, d'eau et de communication dont les études, rappelons le, sont pris en charge par l'Etat. Il lui revient (au concessionnaire) également de construire les immeubles dédiés à l'activité de gestion de la zone franche et de prestations de services, ainsi que ceux destinés aux activités des opérateurs économiques. En plus du cas de force majeure compromettant la continuité de l'activité au sein de la zone franche, le contrat de concession peut être résilié à la demande des parties ou d'un commun accord entre elles. La résiliation de la concession peut être décidée par le ministre du Commerce, qui est l'autorité concédante, en cas de non-exécution de clauses contractuelles par le concessionnaire et ce, après deux mises en demeure demeurées infructueuses. Dans ce cas précis, le concessionnaire n'ouvre droit à aucune indemnité. Le concessionnaire peut bénéficier d'indemnisation proportionnelle au préjudice qu'il subit, si la résiliation intervient pour d'autres motifs. Il bénéficie, dans ce cas, d'un montant correspondant à la valeur des matériaux et au coût de la main-d'œuvre utilisée, avec déduction de 10% à titre de réparation des frais de gestion au profit du Trésor public.

Les opérateurs économiques soumis à des conditions

Dans la cadre de la concession lui conférant la gestion de la zone franche, le concession-

naire doit faire souscrire un cahier des charges fixant les droits et obligations liés aux conditions d'exploitation des infrastructures moyennant le paiement de redevances locatives aux opérateurs économiques désirant y exercer leurs activités. La souscription au cahier des charges cité ci-dessus est subordonnée à l'approbation de l'autorité concédante. Le concessionnaire peut, également, bénéficier de recettes liées à des prestations effectuées au profit des différents usagers. Conformément aux clauses de la concession, le concessionnaire dispose d'un droit exclusif de jouissance de l'ensemble des biens mis à sa disposition. Ce dernier doit mettre à la disposition des opérateurs économiques ces biens et leur assure toutes les conditions appropriées qui leur permet de bénéficier du droit de jouissance et leur garantit la non-opposition des tiers à l'exploitation, et ce, sur la base d'un procès-verbal de constatation et d'inventaire signé par les deux parties. À l'expiration de la durée de concession, le ministère du Commerce assure la continuité de la gestion de la zone franche jusqu'à la désignation du nouveau concessionnaire. Ceci dit, le concessionnaire, dont le bail arrive à expiration, demeure responsable des engagements pris envers les opérateurs durant la durée de son exploitation de la zone franche. Le décret 21-168 exécutif portant sur les modalités de concession de la gestion des zones franches stipule également de la création d'un comité consultatif chargé d'émettre son avis sur la modification de l'implantation géographique de la zone franche, de sa superficie et de sa consistance, de son fonctionnement et de sa vocation ainsi que sur les activités qui y sont exercées. Le comité, présidé par le ministre du Commerce ou son représentant, est composé des représentants des départements gouvernementaux, ceux des services de sécurité et de la Banque d'Algérie.

INSTALLATION DE STATIONS D'ÉNERGIE SOLAIRE Lancement d'un programme au profit des agro-investisseurs

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahlab a affirmé, avant-hier à Nâama, que son département ministériel a mis en œuvre un programme portant sur le montage de stations d'énergie solaire destinées aux agriculteurs et investisseurs activant dans le domaine des cultures stratégiques, pour l'irrigation de 3.000 hectares de terres agricoles éloignées du réseau d'énergie électrique. La ministre a indiqué, dans une intervention lors du colloque national "Nâama: perspectives prometteuses pour l'investissement dans les cultures stratégiques et le développement des races locales", organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, que le financement de ce programme s'effectue conjointement par le ministère de l'Environnement et de l'Energie renouvelable à hauteur de 50% du coût de chaque station, et le bénéficiaire. Elle a fait part également du lancement d'un appel pour manifestation d'intérêt afin de recenser les agriculteurs et les investisseurs intéressés par le programme, et ce, à travers la plateforme du ministère et de ses directions dans les wilayas concernées, soulignant que l'appel s'étale jusqu'au 13 juin courant, pour procéder à l'étude de l'ensemble des demandes et les classer suivant les priorités en collaboration avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, avant d'entamer les travaux de réalisation. Mme Dahleb a, par ailleurs, mis en relief l'importance de l'investissement scientifique pour le développement de solutions innovantes en vue de préserver la ressource naturelle et sa gestion dans les régions du Grand Sud et des Hauts-plateaux, soulignant que l'organisation de cette rencontre dans la wilaya de Nâama a pour objectif de proposer des solutions concrètes aux défis auxquels fait face l'agriculture dans ces régions et l'intérêt à accorder aux espèces et races locales en vue de leur préservation et pour profiter de leur capacité à s'adapter, pour consolider les pratiques "amis de l'environnement".

R E.

ENTREPRENEURIAT

414.000 projets de micro-entreprises recensés (NESDA)

Par R. E.

Le dernier bilan de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) fait état de 414.000 projets de micro-entreprises recensés à ce jour, soit une moyenne dépassant les 15.000 projets/an, a indiqué le directeur général de l'Agence, Bilal Achacha. S'exprimant en marge d'une journée consultative organisée par l'antenne de l'Agence Alger-Sud en collaboration avec les autorités locales, consacrée à la présentation de quelques expériences réussies dans le domaine des micro-entreprises, le Directeur général a précisé que l'Agence avait identifié, après tant d'années d'expérience, les points positifs et négatifs permettant de construire une nouvelle vision. Cette vision porte sur la qualité des micro-entreprises en

œuvrant, dans un premier temps, en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, dans le cadre de conventions bien définies, à garantir une formation de trois semaines aux gérants des micro-entreprises avant la création de l'entreprise. La deuxième étape consiste à œuvrer avec le ministère de la Formation professionnelle au renforcement de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes et à assurer la formation avant de s'orienter vers l'Agence. La nouvelle vision prévoit, en outre, la formation obligatoire au niveau des universités et des centres de formation en sus d'une étude plus efficace des projets, tout en évaluant l'idée du porteur de projet et la rentabilité du projet. Il s'agit également de renforcer le rôle de la femme en matière d'entrepreneuriat et de tirer profit des anciennes expériences pour l'élabo-

ration d'une nouvelle stratégie qui tient compte des besoins des entrepreneurs pour le développement de leurs entreprises et l'augmentation des financements à travers un programme spéciale, indique M. Achacha. Aussi, plusieurs programmes seront tracés en matière de sous-traitance tout en développant des solutions en faveur des micro-entreprises qui seront également connectés aux grandes entreprises et aux fonds d'investissement, en vue d'une meilleure durabilité à même de leur permettre d'étendre leurs investissements et de se diriger vers l'exportation. De son côté, le wali délégué de la circonscription administrative de Baraki, Bertima Abdelouahab, a affirmé la volonté des autorités locales d'apporter le soutien nécessaire à la NESDA en vue d'améliorer le climat d'investissement pour les jeunes et promouvoir l'expérience des mi-

cro-entreprises. Les Hautes autorités ont donné des instructions pour contribuer au développement de l'esprit entrepreneurial et de permettre aux jeunes de créer des micro-entreprises durables, capables de créer l'emploi et contribuer au développement de l'économie nationale, a soutenu le wali délégué. Cette journée a été une occasion pour ces gérants d'entreprises réussies, en vue de présenter aux cadres de l'Agence et aux responsables locaux leurs expériences et leurs préoccupations majeures. Le DG de l'Agence a inspecté, en compagnie du wali délégué, des échantillons de différents produits présentés dans une exposition tenue en marge de cette rencontre. Ils ont également regardé un documentaire de 15 minutes sur les expériences de certaines entreprises réussies dans différents domaines.

GHARDAÏA

Un incendie dans le lit de l’Oued du M’Zab totalement maîtrisé

Les éléments de la Protection civile (PC) ont réussi à maîtriser totalement un incendie qui s'est déclaré, dans la soirée de vendredi à samedi, dans le lit de l'Oued du M'Zab (sec) au niveau de la localité d'El Ateuf (7 Km à l'est de Ghardaïa), a-t-on appris auprès de la PC de la wilaya.

Pour circonscrire le feu qui s'est propagé dans le lit de l'oued et ravagé selon les premières estimations près de 3 hectares d'herbes sèches, de la brousaille du tamaris des déchets et quelque palmiers, les services de la PC ont déployé une dizaine de camions anti-incendie, des unités d'El Ateuf, Ghardaïa, de Metlili, Daya Ben Dahoua et Berriane pour maîtriser le feu et l'empêcher de s'étendre à l'extérieur du lit de l'Oued et éviter les départs de feux vers les habitations ou d'autres palmeraies, a ajouté la même source.

Grâce à la mobilisation rapide des différentes équipes d'intervention de la PC de la vallée du M'Zab qui compte quatre communes ainsi que Berriane et Metlili, appuyées par les éléments des forestiers et les équipes d'Algérienne des eaux (ADE), cet incendie, dont les causes demeurent inconnues, a été totalement maîtrisé, après une mobilisation de quatre heures, a fait savoir l'officier de la Protection civile, le Lieutenant-colonel Mokhtar Boukabous.

Aussitôt informés, le Wali Abdelah Abinour et les autorités sécuritaires se sont déplacés sur les lieux pour superviser les opérations d'intervention, pour circonscrire cet incendie qui n'a pas causé de pertes humaines.

Une enquête a été ouverte par le Parquet près tribunal de Ghardaïa pour déterminer les causes exactes de ce sinistre.

Pour rappel, il s'agit du deuxième incendie qui s'est déclaré dans le lit de l'Oued du M'zab en espace d'une semaine.

ORAN

Ouverture du village méditerranéen pour accueillir les touristes

Le village méditerranéen d'Oran a ouvert, samedi, les réservations au profit des touristes algériens et étrangers désirant y passer leurs vacances d'été à des "prix concurrentiels", a-t-on appris auprès du directeur de l'entreprise publique commerciale chargée de la gestion de cette infrastructure M. Mohamed Dahoumene.

Dans une déclaration à l'APS en marge des portes ouvertes sur "les activités et les prestations du village", M. Dahoumene a fait savoir qu'au vu "de la grande capacité d'accueil de cette infrastructure, il a été décidé de l'ouvrir au profit des touristes locaux et étrangers tout au long de l'année, à commencer par l'actuelle saison estivale". Les structures d'hébergement en question comprennent 1.820 chambres, dont 204 individuelles, d'une capacité totale de 3.436 lits, réparties sur quatre blocs relevant de l'entreprise nouvellement créée. Le cinquième bloc du Village, a été mis à la disposition de la direction locale de la jeunesse et des Sports pour le mettre à son tour aux clubs sportifs qui organisent leurs stages de préparation dans la capitale de l'Ouest du pays. Le directeur du Village méditerranéen a, en outre, souligné que les

prix fixés pour l'hébergement oscillent entre 3.000 dinars pour les chambres simples et 3.500 dinars pour les chambres doubles, sans compter les tarifs de restauration. Il a ajouté que toutes les installations du Village, qui a accueilli les athlètes ayant participé à la 19e édition des Jeux méditerranéens organisés lors de l'été 2022 à Oran, sont ouvertes aux résidents de cet édifice, dont l'institution gérante cherche à en faire "un pôle touristique par excellence, d'autant plus qu'il se situe au milieu des plages de l'Est et de l'Ouest de la wilaya". Parmi les autres installations du Village, qui compte 9,3 hectares comme espaces vert, figurent un grand terrain de football en gazon synthétiques, cinq petits autres terrains dédiés pour la même discipline, quatre salles omnisports, une piste de footing, en plus d'un Centre médical et de trois restaurants.

Dans le même contexte, M. Dahoumene a informé que son administration a programmé d'autres projets au Village méditerranéen, qui seront lancés dans quelques mois, à savoir deux piscines semi-olympiques dont une couverte, une salle des fêtes et une autre salle de conférences.

Ces projets visent, ajoute le même responsable, "à promouvoir la destination Algérie et investir dans cette structure en lui garantissant des revenus pérennes qui lui permettent d'assurer son entretien, en application des instructions des pouvoirs publics". Coïncidant avec la Journée mondiale de l'enfance, ces portes ouvertes sur le Village méditerranéen ont comporté plusieurs activités sportives et culturelles au profit des enfants avec la participation de structures intervenantes, à l'image de l'Observatoire national de la société civile et l'Office national du tourisme.

Sortie de plongée en eau libre au profit d’une vingtaine de jeunes nageurs

Une sortie de plongée en eau libre en faveur d'une vingtaine de jeunes nageurs des deux sexes du club subaquatique de "Sidi Moussa free dive" d'Oran a été organisée, samedi, au niveau de la plage "Corales" dans la commune de Bousfer (Oran). Cet événement nautique, initié par le club subaquatique de "Sidi

Moussa free dive" d'Oran dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'enfance, a porté sur une sortie de 6 kilomètres, encadrée par des moniteurs expérimentés du club Sidi Moussa.

Elle a constitué belle opportunité pour les jeunes bénéficiaires pour acquérir une expérience de la

plongée sous-marine dans une rencontre avec la nature, vivre des défis en pleine mer et savourer la beauté éblouissante des profondeurs de la Grande Bleue en toute sécurité. Une petite collation pour clôturer cette excursion en présence des membres de la famille des sports subaquatiques à Oran.

MILA

Plus de 40 exposants au Salon de wilaya de l’innovation

Plus de 40 exposants, stagiaires et diplômés des Centres de formation professionnelle de la wilaya de Mila, participent depuis samedi à l'Institut national spécialisé "Larbi Ben-M'hidi", au Salon de wilaya de l'innovation placé sous le slogan "Notre empreinte dans le monde de l'innovation". Les participants à cette manifestation mise sur pied par le sec-

teur de la Formation et de l'Enseignement professionnels, présentent une série de projets novateurs parmi lesquels la transformation de résidus plastiques en carburant, le recyclage et la transformation des déchets de charbon et la récupération et la valorisation des huiles de friture dans l'industrie du savon. Le Salon qui se poursuivra jusqu'à lundi prochain, vise à mettre en

exergue les idées innovantes des stagiaires et des diplômés des centres de formation de la wilaya et à les porter à la connaissance des opérateurs économiques dans la perspective de leur trouver des débouchés en vue, éventuellement, de les produire industriellement et de les commercialiser, a indiqué la directrice du secteur, Samira Benelmadjat.

Le Salon constitue également l'occasion d'échanger des expériences et d'approfondir les connaissances dans le domaine de l'innovation entre les acteurs des 16 clubs de créativité et d'innovation du secteur à travers les différents centres de formation de la wilaya où ils bénéficient de l'accompagnement des enseignants, selon la même responsable.

MÉDÉA/JOURNÉE DE L'ENFANCE

Riche programme d’activités

Un riche programme d'activités culturelles et éducatives est proposé durant la première quinzaine du mois de juin courant aux enfants des communes de Médéa à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'enfance (1er juin) et le lancement du Festival "lire en fête", a-t-on appris samedi auprès de la direction de la culture et des arts. Le programme élaboré à cet effet comprend des ateliers d'art plastique, de céramique, de travaux manuels, de calligraphie arabe et de cours sur la protection de l'environnement et la nature, destinés, à la fois, à divertir les enfants et à susciter des voca-

tions, a fait savoir la directrice locale de la culture et des arts, Salima Gaoua. Ces activités pédagogiques sont organisées au niveau de l'esplanade de la bibliothèque principale de lecture publique de Médéa, au centre-ville, jusqu'au 15 juin pour permettre au plus grand nombre d'enfants possible de profiter de l'événement, a-t-elle dit.

Des communications consacrées aux thèmes des dangers de la consommation de drogue, de l'usage abusif de l'internet et des réseaux sociaux sur les enfants, la baignade dans les plans d'eau non surveillés et les feux de forêts, seront présentées dans le cadre de la célébration de

la Journée mondiale de l'enfance, a ajouté la même responsable.

En outre, la bibliothèque principale de lecture publique abritera du 1er au 15 juin un mini-salon du livre qui va constituer une occasion pour les enfants, et également leurs parents, de découvrir de récentes publications destinées à cette catégorie d'âge et d'acquérir les titres qu'ils jugent intéressants, a-t-elle indiqué.

Une caravane culturelle itinérante va sillonner plusieurs communes, du 2 au 6 juin. Elle englobera de multiples activités culturelles et éducatives au profit des enfants à la faveur de la manifestation

"lire en fête", prévue du 1 au 7 juin.

Des haltes sont prévues successivement à Ain-Boucif, Maghraoua, Chahbounia, Ouled Brahim et Bouaichoune, avec la programmation de séances de lecture et de résumé de texte, d'atelier de dessin, de peinture et de calligraphie, a détaillé Mme Gaoua.

Le Musée public des arts et des traditions populaires accueillera, de son côté, la manifestation "le musée en couleurs" qui sera déclinée sous forme d'ateliers de peinture, de coloriage, de poterie et de fabrication de bijoux traditionnels, a-t-elle conclu.

Le gaz de schiste est une arnaque climatique et les consommateurs en font les frais

Malgré le boom de la fracturation, le prix du gaz naturel a grimpé en flèche de +52 % depuis 2016 pour les ménages américains.

Malgré le boom de la fracturation qui a fait des États-Unis le premier producteur mondial de combustibles fossiles, le prix payé par les ménages pour le gaz naturel a grimpé en flèche de 52 % entre 2016 et 2023. Selon un nouveau rapport publié cette semaine par le groupe de surveillance Public Citizen, l'augmentation des factures d'énergie a été alimentée en partie par l'explosion des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) vers les marchés étrangers, ce qui enrichit l'industrie nationale des combustibles fossiles. La production nationale de gaz naturel a augmenté de 45 % entre 2016 et 2023, mais le prix payé par les fabricants et autres entreprises pour ce gaz a augmenté de 31 % au cours de la même période. En juin 2022, les prix du gaz naturel ont chuté de 30 % à la suite d'un accident et d'une énorme explosion qui ont entraîné la fermeture d'un terminal d'exportation de GNL à Freeport, au Texas, soulignant ainsi le lien entre les exportations et les prix intérieurs.

Bien que les prix mondiaux du gaz naturel aient baissé depuis l'invasion russe de l'Ukraine qui a bouleversé le marché en 2022, selon le rapport, le coût du gaz naturel utilisé par les services publics pour produire de l'électricité reste supérieur de 17 % aux niveaux de 2016. Les ménages et les entreprises américains ont payé 106 milliards de dollars de plus pour l'électricité en 2023 qu'en 2016. Cette augmentation a plus particulièrement frappé de plein fouet les familles à faibles revenus, un ménage sur six ayant du retard pour payer ses factures d'énergie en janvier 2024.

Le rapport, basé sur les données de l'Administration américaine d'information sur l'énergie, montre comment le coût du gaz naturel affecte l'économie en se répercutant sur le prix de tous les produits, par exemple celui des engrais ou de l'électricité, ce qui a pour effet de faire grimper le coût de la production alimentaire et les prix à l'épicerie. Le prix des engrais est intimement lié à celui du gaz naturel – l'industrie pétrochimique dépend des combustibles fossiles – et pour les agriculteurs nord-américains, le coût a augmenté de 400 % entre 2016 et 2023 en raison de l'augmentation des exportations et de la volatilité du marché mondial. Même les consommateurs des États où l'industrie des combustibles fossiles est bien implantée paient l'énergie plus cher, alors même qu'ils vivent dans l'ombre de la pollution engendrée par l'extraction, le transport, le raffinage et la combustion du gaz naturel.

Même les consommateurs des États où l'industrie des combustibles fossiles est



bien implantée paient leur énergie plus cher, alors même qu'ils vivent dans l'ombre de la pollution engendrée par l'extraction, le transport, le raffinage et la combustion du gaz naturel. Les habitants du Texas et de la Pennsylvanie, les deux principaux États producteurs de gaz, ont vu leur facture de gaz naturel augmenter respectivement de 50 et 51 % entre 2016 et 2023. Dans l'Ohio, où l'élimination des déchets de fracturation menace l'eau potable, les particuliers paient en moyenne 148 dollars pour le gaz naturel chaque mois, ce qui place l'Ohio en deuxième position, derrière l'Alaska, pour ce qui est des factures de gaz les plus élevées du pays.

Ce n'est pas ce qu'on nous avait promis. Alors que le boom de la fracturation hydraulique déferlait sur tout le pays et faisait des États-Unis le premier producteur mondial de combustibles fossiles, l'industrie a passé des années à convaincre le public que le boom de la production de gaz « naturel » était gagnant-gagnant. En mettant à jour de vastes formations de schiste, la fracturation permettrait au pays de gagner en indépendance énergétique et de fournir une énergie bon marché, tout en remplaçant le charbon par un « combustible de transition » qui brûle plus proprement et produit moins d'émissions responsables du réchauffement climatique. Cependant, selon une enquête de plusieurs années du Congrès publiée cette semaine, le concept de « combustible de transition » s'est avéré être un leurre parmi d'autres. Même les cadres supérieurs de BP savaient déjà en 2017 que les réseaux de combustibles fossiles libèrent une telle quantité de méthane directement dans l'atmosphère que le gaz n'est

pas plus propre que le charbon lors de son cycle de vie. Une étude récente a établi que la pollution engendrée par les puits de pétrole et de gaz, les pipelines et les compresseurs entraînait des dommages associés au dérèglement climatique à hauteur de 9,3 milliards de dollars par an, et ce avant même que les combustibles fossiles produisent de l'énergie.

Les scientifiques d'ExxonMobil ont déterminé il y a plusieurs dizaines d'années que leur consommation de combustibles fossiles était à l'origine du changement climatique, mais ils n'ont rien dit. Des experts ont déclaré mercredi à la commission sénatoriale du budget que l'industrie était passée au fil des ans d'un déni flagrant du dérèglement climatique à une stratégie plus sophistiquée de « tromperie, désinformation et double langage » qui dépeint à tort le gaz « naturel » comme une énergie plus propre.

« Maintes et maintes fois, les plus grandes sociétés pétrolières et gazières tiennent à l'intention du public un discours donné, mais font tout autre chose pour protéger leurs profits », a déclaré Jamie Raskin, le principal Démocrate de la commission de surveillance de la Chambre des représentants, lors d'une audition qui s'est déroulée mercredi. « Les responsables de l'entreprise sont prêts à admettre à huis clos la terrifiante réalité de leur modèle d'entreprise, mais tiennent des propos totalement différents, mensongers et lénifiant vis-à-vis du public. »

Les Républicains se plaignent constamment de la hausse des prix que les initiatives en faveur du climat entraînent pour les consommateurs, mais c'est plutôt l'empressement de l'industrie à développer les infrastructures d'exportation de GNL qui

fait grimper les prix – et garantit les profits.

La Maison Blanche étant contrôlée par les Démocrates, l'Agence pour la protection de l'environnement a finalisé en décembre de nouvelles réglementations qui obligent les compagnies pétrolières et gazières à moderniser leurs infrastructures et à réduire la pollution par le méthane. Le méthane est essentiellement du gaz naturel non raffiné.

Les États-Unis produisent plus de gaz naturel que tout autre pays, mais le boom des exportations permet de maintenir les prix à un niveau élevé pour les industries et les consommateurs nationaux, selon Tyson Slocum, directeur du programme énergétique de Public Citizen. Les Républicains se plaignent constamment de la hausse des prix que les initiatives en faveur du climat entraînent pour les consommateurs, mais c'est plutôt l'empressement de l'industrie à développer les infrastructures d'exportation de GNL qui fait grimper les prix – et garantit les profits.

« C'est là tout le sens de la campagne en faveur des exportations de GNL : faire en sorte que le [gaz] soit plus cher, parce que lorsqu'il est plus cher, les bénéfices sont plus importants », a déclaré Slocum lors d'une interview. « Aucune réduction n'est accordée aux habitants de la région. Ces gens-là s'en fichent. [...] Ils se moquent bien de l'approvisionnement en gaz des communautés locales. »

Sous la pression des défenseurs du climat et des pêcheurs locaux de la côte du golfe du Mexique, là où les immenses terminaux de GNL chargent d'énormes navires-citernes de gaz liquéfié destiné à l'exportation, l'administration Biden a annoncé en janvier une « pause » dans l'octroi de permis pour de nouvelles installations de GNL, le temps que les autorités de régulation revoient la pertinence de ces exportations pour l'intérêt du public. Plus d'une douzaine de terminaux d'exportation sont déjà sources de pollution de l'air et au moins 17 autres attendent un permis fédéral. Seize États dirigés par les Républicains ont intenté une action en justice au niveau fédéral en réponse à cette décision, affirmant que la suspension des permis pour les futurs terminaux d'exportation nuirait à l'économie d'États tels que la Louisiane et le Texas.

« Tout ce concept de 'forons les enfants, forons' pour avoir des prix plus bas est une pure fabulation », a déclaré Slocum. « Le but premier de la stratégie d'exportations est de faire gagner beaucoup d'argent aux producteurs de gaz. »

Source : Truthout, Mike Ludwig
Traduit par les lecteurs
du site Les-Crises

TUNISIE

La Banque mondiale réitère son soutien aux projets de développement lancés

Le directeur régional de la Banque mondiale (BM) pour la région du Maghreb et Malte, JeskoHentschel, a réitéré l'engagement de son institution à soutenir la Tunisie dans la concrétisation et la mise en œuvre de ses programmes de réforme et de ses projets de développement classés prioritaires. Le responsable de la BM s'était exprimé, lors d'une rencontre tenue vendredi après-midi, avec la ministre tunisienne de l'Economie et de la Planification, FéryelOuerghi, a indiqué un communiqué de son cabinet.

A cette occasion, M. Hentschel a réitéré "l'engagement de la Banque Mondiale à continuer son appui à la Tunisie pour la mise en œuvre de ses projets de réforme et de développement prioritaires, faire face aux défis existants et réaliser un développement intégral et durable". Les deux parties ont abordé l'état d'avancement des programmes de coopération financière pour l'exercice 2024 et des projets de développement co-financés par la Banque mondiale (BM).

L'entretien a permis de passer en revue l'état d'avancement du projet de Corridor de développement économique "Kasserine/Sidi Bouzid/Sfax", un projet co-financé par la Banque mondiale et visant à réduire les disparités économiques régionales en améliorant la qualité du transport routier et en facilitant l'accès au financement des PME sur le long du corridor. Ce projet de Corridor de développement concerne l'élargissement de la route nationale 13, sur une longueur de 187 km (Kasserine-Sidi Bouzid-Sfax) et l'amélioration des ouvrages d'art existant sur le parcours.

Les deux parties ont également évoqué le programme "Amen Social", un programme de filet de sécurité intégré, co-financé également par la Banque mondiale outre des programmes de coopération pour renforcer la sécurité alimentaire et sociale.

D'après le ministère tunisien de l'Economie, des projets dans plusieurs secteurs stratégiques seront présentés à la BM pour financement, dont des projets dans les domaines d'électricité, de l'eau, l'enseignement supérieur, la santé, la protection sociale et le renforcement de la sécurité alimentaire.

ARABIE SAOUDITE

Amélioration des perspectives de croissance

En Arabie saoudite, l'activité économique est contrastée. On a d'un côté une baisse de la production pétrolière étant donné le rôle moteur de l'Arabie saoudite dans la politique restrictive de l'OPEP et de l'autre côté, des secteurs non pétroliers qui sont très dynamiques, notamment les services et l'investissement dans les infrastructures.

En 2023, l'activité a été orientée négativement avec une récession de 0,8 % en raison de la baisse de la production de pétrole et d'une demande chinoise en produits pétrochimiques qui a été plus faible qu'attendu.

En 2024, la croissance devrait être très légèrement positive.

On s'attend à 1,2 %. En effet, la production pétrolière ne devrait repartir à la hausse qu'à la fin de l'année 2024. Et du côté des secteurs non pétroliers, un certain nombre de contraintes pourraient ralentir le rebond

de ce secteur. En effet, le taux de chômage s'est stabilisé et le taux de participation de la population active a arrêté de progresser depuis environ deux ans, malgré la forte hausse du taux de participation des femmes depuis plusieurs années.

Une autre source de contraintes à la reprise économique des secteurs non pétroliers est la hausse des coûts de production, qui est notamment liée aux perturbations du trafic maritime en mer Rouge.

À moyen terme, la croissance des secteurs

non pétroliers devrait rester soutenue, notamment grâce au dynamisme de la consommation des ménages et à l'investissement, dans le cadre du programme Vision 2030.

Dans ce contexte, la diversification de l'économie devrait progresser, notamment dans les secteurs des services et de l'industrie.

Cette diversification pourra s'appuyer sur la puissance financière et la forte capacité d'endettement des fonds souverains saoudiens.

L'émir du Koweït fait de Sabah Khaled Al-Sabah le prince héritier

L'émir du Koweït, le cheikh Meshal Al-Ahmad Al-Sabah, a publié samedi un décret nommant le cheikh Sabah Khaled Al-Hamad Al- Moubarak Al-Sabah prince héritier, a annoncé l'agence de presse nationale KUNA. L'ordre émirien a été publié après avoir révisé la constitution, en tenant compte de la loi n° 4 de 1964 concernant l'héritage de l'émirat, de

l'ordre émirien publié le 15 mai 2024 nommant le Premier ministre, de l'ordre émirien publié le 10 mai 2024, et du décret n° 73 publié le 12 mai 2024 formant le ministère. « Nous avons ordonné ce qui suit : Article (1) : Le cheikh Sabah Khaled Al-Hamad Al-Moubarak Al-Sabah sera reconnu comme prince héritier », a déclaré KUNA, citant l'ordre.

« Article (2) : Le Premier ministre doit présenter cette question au Conseil des ministres pour qu'il prenne les mesures constitutionnelles appropriées », a ajouté le communiqué.

« Article (3) : Cet ordre nôtre sera effectif à partir de la date de son émission et sera publié dans le Journal Officiel », a également indiqué le communiqué.

MAURITANIE

Coopération entre la BEI et la BCI pour le soutien aux PME

M. IsselmouOuldTajidine, Président de la Banque pour le Commerce et l'Industrie (BCI), a officiellement signé les cinq premiers prêts conclus dans le cadre de la coopération avec des entrepreneurs mauritaniens.

La cérémonie s'est déroulée en présence de Mme Rita Laranjinha, Directrice Afrique du Service européen d'action extérieure, et de Son Excellence M.

Gwilym Jones, Ambassadeur de l'Union européenne (UE) auprès de la République Islamique de la Mauritanie.

La Banque pour le Commerce et l'Industrie (BCI) a déjà accordé des prêts totalisant 280 millions d'Ouguiyas (environ 6.5 millions d'euros) à cinq PME, trois mois après avoir signé un accord de coopération avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Ces prêts visent

à soutenir l'emploi, l'entrepreneuriat et l'accès au financement pour les jeunes et les femmes en Mauritanie. Ils sont destinés à des secteurs tels que la santé, l'énergie propre et l'agriculture durable, contribuant ainsi aux objectifs de transition vers une économie verte et de développement humain renforcé définis par la Commission européenne pour la période 2021-2027.

Dans le cadre de ce partenariat, la BCI prévoit d'accorder un total de 1 milliard d'Ouguiyas (environ 25 millions d'euros) de prêts aux petites et moyennes entreprises (PME) ainsi qu'aux entreprises de taille intermédiaire (ETI), ce qui devrait permettre de soutenir environ 3000 emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes.

ÉGYPTE

Le prix du pain subventionné sera quadruplé

En Égypte, les subventions alimentaires sont l'une des plus coûteuses d'Afrique. La part consacrée au pain est la plus importante, représentant plus de 60 % du budget alloué par le gouvernement. Le gouvernement a décidé de faire passer le prix de la miche de pain (pain baladi) subventionné à 0,2 livre (0,004 \$) soit un tarif 4 fois plus élevé que celui appliqué précédemment. L'annonce a été faite le 29 mai par le Premier ministre Mostafa Madbouly.

Cette décision qui devrait s'appliquer à partir du 1^{er} juin 2024 s'explique, selon le responsable par le fardeau financier que représente la subvention du pain pour les finances publiques. D'après les données du ministère de l'Approvisionnement, le coût réel de la production de la miche de pain est passé à 1,25 livre (0,026 \$) actuellement contre 1,15 livre (0,024 \$) un an plus tôt. L'annonce intervient aussi quelques mois après que la Banque centrale du pays a décidé une dévalua-

tion de 38 % de la livre égyptienne par rapport au dollar américain en mars dernier, ce qui a renchéri le coût des importations de blé.

Il s'agit de la première réforme du gouvernement depuis plus de 30 ans dans un contexte où l'accessibilité du pain baladi est un enjeu majeur de stabilité sociale dans le pays des pharaons. « Nous savons parfaitement que la hausse des prix est une question épineuse et que de nombreux gouvernements dans le passé ont essayé d'éviter

de s'y attaquer. Mais nous voyons aujourd'hui l'ampleur de la facture des subventions pour l'État égyptien et nous devons donc commencer à agir autant que possible pour assurer la pérennité du service », a déclaré M. Madbouly.

Pour le compte de l'exercice fiscal de 2024/2025, le gouvernement égyptien a prévu de débloquer 2,6 milliards \$ pour subventionner le pain, soit 37 % de plus que l'enveloppe qui y était consacrée l'année dernière.

GUINÉE-BISSAU

Hausse de 8 % de la production de noix de cajou à 260 000 tonnes en 2023

La Guinée-Bissau est l'un des principaux producteurs de noix de cajou en Afrique de l'Ouest avec la Côte d'Ivoire, le Nigéria ou encore le Bénin. Dans le pays, la filière fournit environ 90 % des recettes d'exportation et assure des revenus à 80 % de la population.

En Guinée-Bissau, la récolte de noix de cajou s'est établie à 260 000 tonnes en 2023, affichant une hausse de 8,3 % par rapport à la campagne précédente (240 000 tonnes). C'est ce qu'indique la Banque mondiale dans son rapport annuel sur la Situation économique du pays d'Afrique de l'Ouest publié le 16 mai dernier. En dépit de cette croissance d'une année sur l'autre de la production, les volumes exportés ont stagné, s'établissant à 170 000 tonnes contre un stock évalué à 171 000 tonnes un an plus tôt. Pour expliquer cette situation, l'institution financière évoque notamment le niveau élevé de la contrebande vers les pays voisins comme le Sénégal et la Guinée qui a concerné le reste de la récolte.

« Les mauvais résultats à l'exportation s'expliquent en partie par la faiblesse de la demande et des prix internationaux, mais aussi par un monopole sur les conteneurs d'expédition au début de la campagne, qui a fait grimper les prix des conteneurs et entraîné des niveaux élevés de contrebande vers la Guinée et le Sénégal pour éviter les coûts supplémentaires », peut-on lire dans le rapport. D'après la Banque mondiale, la faiblesse des prix sur le marché international s'est traduite par une baisse des prix à la production, qui n'ont pas dépassé 150 Fcfa/kg dans certaines régions pendant la majeure partie de la campagne et qui sont restés en deçà du seuil de 375 Fcfa/kg fixé par le gouvernement.

Des perspectives favorables pour la filière en 2024

Les autorités tablent cependant sur une amélioration de la production en 2024, notamment en raison de conditions météorologiques favorables et du programme de soutien aux agriculteurs mis en œuvre par le gouvernement. Selon la Banque mondiale, les exportations devraient aussi s'améliorer sensiblement avec l'autorisation d'exportation par 9 routes frontalières alors que jusqu'ici seules les exportations de noix de cajou par le port de Bissau étaient autorisées. D'après l'institution financière, les perturbations liées aux attaques Houthis en mer Rouge peuvent également créer des opportunités de croissance en Guinée-Bissau.

CÔTE D'IVOIRE

Les industriels à la recherche de 60 000 tonnes de noix de cajou pour leurs usines

La Côte d'Ivoire est le 3ème transformateur mondial de noix de cajou derrière le Vietnam et l'Inde. Alors que le pays souhaite renforcer sa position sur le segment de la transformation, de nombreux défis persistent dans l'approvisionnement des usines en matière première. En Côte d'Ivoire, les transformateurs de noix de cajou ont besoin de 60 000 tonnes de la matière première pour assurer le fonctionnement normal des usines dans le cadre de la campagne de 2024. C'est ce qui ressort

d'une rencontre qui s'est tenue le 30 mai entre le ministère de l'Agriculture, le Conseil du Coton et de l'Anacarde (CCA) et des industriels du secteur. Cette annonce intervient alors que les achats des exportateurs et les exportations de noix de cajou brutes sont officiellement interdits depuis le 7 mai par le ministère de l'Agriculture afin de permettre aux transformateurs locaux d'approvisionner leurs usines. « Lorsque la mesure de suspension a été prise, les sociétés d'ex-

portation avaient déjà acheté toutes les noix de cajou disponibles. Le problème est toujours là et n'a pas été résolu », a déclaré un industriel qui se confiait à Reuters. Alors que les exportateurs sont prêts à fournir 30 000 tonnes de noix de cajou pour satisfaire les transformateurs locaux d'après le ministère de l'Agriculture, plusieurs sources de l'industrie mettent en avant un renchérissement du prix de cession de la matière première.

TANZANIE

Ara Petroleum autorisé à développer le gaz de Ntorya

En janvier, Ara Petroleum a conclu un accord de vente à la Tanzania Petroleum Development Corporation (TPDC), de 40 millions de pieds cubes par jour de gaz issu de l'exploitation du gaz de Ntorya, pour la première année d'exécution du deal. Selon des informations relayées mercredi 29 mai, Ara Petroleum, la compagnie qui opère le projet gazier de Ntorya,

situé dans la zone d'intérêt de Ruwuma en Tanzanie, a reçu le feu vert des autorités concernant son développement. En effet, le ministère tanzanien de l'Énergie a délivré à la compagnie, une licence de développement d'une validité de 25 ans, ce qui permet à l'entreprise de lancer ce projet gazier onshore destiné à approvisionner le marché intérieur. « Nous sommes ravis de recevoir

cette licence du ministère de l'Énergie et [...] sommes prêts à entamer immédiatement les travaux de mise en production de ce projet onshore », a déclaré Erhan Saygi, le directeur général d'APT. La compagnie compte parvenir à l'exploitation des ressources gazières en suivant un plan qui prévoit la conversion en puits de production d'un puits existant et la mobilisation

d'une plateforme pour forer un puits supplémentaire en vue d'une évaluation plus poussée du potentiel gazier du site. Ces travaux se feront en même temps que la construction des installations dédiées au traitement du gaz qui sera extrait. Ceci, en plus de la poursuite des activités de prospection de la zone.

MALI

L'ONU débloque 11 millions \$ pour lutter contre l'insécurité alimentaire

En Afrique de l'Ouest, l'insécurité alimentaire demeure un défi. Dans la région, le Mali est l'un des pays les plus vulnérables en raison de l'insécurité liée aux conflits récurrents, dans le centre et le nord du pays. Au Mali, l'ONU vient d'allouer 11 millions \$ de son Fonds d'urgence humanitaire pour soutenir les personnes confrontées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et les réfugiés. L'annonce

a été faite dans un communiqué publié sur le site de l'organisation internationale le 28 mai. Concrètement, cette allocation va permettre d'apporter une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence à près de 290 000 personnes vulnérables ainsi qu'une réponse aux besoins multisectoriels à près de 39 000 réfugiés. « Au total quatre projets bénéficieront de cette allocation et aideront à fournir une assistance alimen-

taire, la distribution de kits de production alimentaire et pastorale d'urgence, la prise en charge des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère, ainsi que la protection et la prise en charge des réfugiés », peut-on lire dans le communiqué. Les interventions ciblent notamment les régions de Ménaka, Gao, Mopti, Bandiagara et San. Cet appui financier est à inscrire dans un contexte où la faim progresse dans les sous-ré-

gions d'Afrique centrale et de l'Ouest. Selon les dernières prévisions du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) environ 55 millions de personnes pourraient être touchés au cours de la période de soudure entre juin et août prochains dans les deux régions, soit 4 fois plus que la moyenne enregistrée au cours des 5 dernières années.

GHANA

Le Cocobod envisage de contracter un prêt de 1,5 milliard \$ pour la campagne 2024/2025

Au Ghana, la campagne cacaoyère 2023/2024 est l'une des plus difficiles qu'ait connu l'organisme de régulation de la filière. Alors que cet exercice s'achève dans 3 mois, les regards sont déjà tournés vers les préparatifs de la nouvelle saison. Au Ghana, le Conseil du cacao (Cocobod) compte emprunter d'ici septembre prochain 1,5 milliard \$ pour financer ses achats de cacao auprès des producteurs durant la campagne 2024/2025. Selon les sources proches du régulateur ayant requis l'anonymat, ce nouveau prêt syndiqué s'inscrirait dans un contexte où les autorités prévoient une récolte de 810 000 tonnes durant la saison prochaine avec l'amélioration des conditions météorologiques et la réhabilitation des plantations. Si d'après les informations relayées par Reuters, des tractations sont toujours en cours avec des banques internationales pour évaluer le niveau de l'offre et le « montant optimal » de l'enveloppe à mobiliser, il faut noter que les autorités espèrent globalement tourner la page de la campagne 2023/2024 qui aura été tumultueuse. En effet, avec la crise économique que traverse le pays, le prêt syndiqué habituellement accordé en septembre a été signé en décembre dernier avec un taux d'intérêt de 8 %, soit le plus élevé depuis 30 ans. Par ailleurs, sur les 800 millions \$ prévus, le Cocobod a finalement retiré 600 millions \$ et annulé le reste en raison de la faible récolte anticipée qui ne permettait pas de couvrir le prêt. Un stock de 500 000 tonnes de cacao est en effet attendu d'ici la fin de la saison contre des prévisions initiales de 820 000 tonnes en raison de plusieurs facteurs comme le virus du Swollen Shoot, les mauvaises conditions météorologiques ou encore l'extraction illégale d'or connue localement sous le nom de galamsey.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses occidentales finissent le mois sans entrain

A New York, le Dow Jones a engrangé 1,51% et le S&P 500 a pris 0,80%, tandis que le Nasdaq a fini proche de l'équilibre (-0,01%). La place new-yorkaise avait initialement ouvert dans le vert, encouragés par les chiffres de l'inflation publiés avant l'ouverture. L'indice des prix à la consommation PCE est ressorti en hausse de 0,3% sur un mois en avril aux Etats-Unis, inchangé par rapport à mars, comme le prévoyaient les économistes.

Sur un an, la hausse des prix atteint 2,7%, également conforme aux projections et au même niveau que le mois précédent. «Ce rapport a été un soulagement, dans la mesure où l'indice de base (hors énergie et alimentation) a enregistré sa plus faible progression depuis quatre mois» (0,2%), a commenté Chris Low, de FHN Financial. Dans la foulée, les taux obligataires se sont détendus, le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans tombant à 4,48%, contre 4,54% la veille, avant de revenir à 4,50%. Mais après ce bon démarrage, certains indices se sont retournés, le Nasdaq approchant même, un temps, les 2% de perte (-1,74%). «L'appétit pour le risque se dissipe faute de nouveau catalyseur», a estimé Fawad Razaqzada, de StoneX. Le manque d'enthousiasme franc pour le rapport PCE a aussi tenu au fait que la consommation a montré de nouveaux signes de fléchissement, à 0,2% contre 0,7% en mars. «Les achats de biens sont à la peine, sur fond de taux d'intérêt élevés», a constaté Michael Pearce, d'Oxford Economics.

Soleil sur le Dow Jones
«Le marché semble un peu fatigué», a relevé Angelo Kourkafas, d'Edward Jones. «Les va-

leurs de croissance perdent leur élan», en particulier les représentants du secteur technologique. La première partie de la séance européenne a aussi été marquée par la publication de chiffres d'inflation, pour la zone euro en mai, qui ont révélé une accélération de la hausse de prix, supérieure aux attentes. Si ces chiffres ne remettent pas en question le scénario d'une première baisse des taux de la Banque centrale européenne (BCE) à l'issue de sa réunion de politique monétaire la semaine prochaine, ils éloignent cependant la probabilité d'une seconde baisse au mois de juillet. Sur le marché des changes, l'euro gagnait 0,15% face au billet vert, à 1,0849 dollar. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt de l'Allemagne à dix ans atteignait 2,67% et restait, comme la veille, au plus haut depuis novembre. Les modifications de portefeuilles ont bénéficié, vendredi, aux valeurs de la vieille économie, bien représentées au Dow Jones. Malgré un nouveau décrochage du pétrole, les grands acteurs du secteur ont été recherchés, à l'instar d'ExxonMobil (+2,87%) et Chevron (+2,55%). Parmi les pensionnaires du Dow Jones, se sont également signalées les bancaires JPMorgan Chase (+1,66%) et Goldman

Sachs (+1,40%) ainsi que le très volatil Boeing (+2,81%).

Atos attend son verdict
Le sauveteur d'Atos devrait être connu «d'ici la fin du week-end», alors que les discussions se poursuivent entre les candidats à la reprise du géant informatique français, lourdement endetté, et ses créanciers. Atos a affiché la pire baisse de l'indice élargi paneuropéen Stoxx 600: son action a abandonné 14,92%, terminant à 1,67 euro et touchant son plus bas niveau en clôture.

Du côté du pétrole et du bitcoin, les prix du pétrole se sont repliés, les investisseurs se positionnant avant le week-end et la tenue d'une réunion de l'Opep+ au cours de laquelle, la reconduction des coupes de production est attendue. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, dont c'est le dernier jour d'utilisation comme contrat de référence, a cédé 0,29% à 81,62 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a reculé de 1,18% à 76,99 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 30 Mai 2024 Valeur : 03 Juin 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.6595	134.6745
1	EUR	EURO		145.5400	145.6101
1	GBP	POUND STERLING		171.0831	171.1891
100	JPY	JAPANESE YEN		85.7540	85.7690
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5842	18.5866
1	CHF	SWISS FRANC		147.9612	148.0428
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1340	98.1736
1	DKK	DANISH KRONE		19.5111	19.5161
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.6392	12.6425
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7321	12.7358
1	AED	UAE DIRHAM		36.6580	36.6721
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.9015	35.9075
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.7732	438.9651
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9549	43.3867
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5442	13.5457
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.5096	27.6505
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5455	3.5459
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.2150	178.2150

Wall Street rassurée par l'inflation

La Bourse de New York a fini plutôt rassurée vendredi par les derniers chiffres d'inflation aux Etats-Unis. Le Dow Jones a achevé la semaine sur une note positive, avec une hausse de 1,51% à 38.686,32 points. Le S&P a pris 0,85% à 5.280,01 points. Seul le Nasdaq a fini stable (-0,01%) à 16.735,015. L'indicateur majeur du jour, l'indice d'inflation PCE, est ressorti en hausse de 0,3% sur un mois en avril, de 2,7% sur un an, des chiffres conformes aux attentes bien que peu susceptibles de clarifier les décisions à venir de la banque

centrale américaine. Si certains stratèges d'investissement ont été soulagés de voir que l'inflation n'avait pas été plus forte, d'autres ont été plus circonspects. "C'était juste le genre de 'statistique statu quo'. Cela ne donne aucune indication sur le fait de savoir si la Fed va rester attentiste ou commencer à baisser les taux plus tôt", a commenté Robert Pavlik, gérant de portefeuille pour Dakota Wealth, dans le Connecticut. Les opérateurs estimaient à 51% la probabilité d'une réduction des taux d'ici septembre, contre 49% avant

la publication de l'indice d'inflation PCE. Dell a plongé de près de 18% après l'annonce d'une prévision de bénéfice trimestriel inférieur aux attentes et d'une hausse des coûts liés à l'intelligence artificielle qui pèsera sur sa marge annuelle. En sens inverse, Gap a bondi de 28,6% après la révision à la hausse de ses perspectives annuelles de chiffre d'affaires et un bénéfice au premier trimestre supérieur aux attentes, qui indiquent que la stratégie de redressement du groupe d'habillement commence à porter ses fruits.

CAC 40

Un mois de mai pour rien à la Bourse de Paris qui termine stable

La Bourse de Paris clôture en légère hausse, au contact des 8.000 points après la publication de deux statistiques relatives à l'inflation de part et d'autre de l'Atlantique. En rythme hebdomadaire, le CAC 40 a cédé près de 1,3%. C'était le 1-day ou jour d'inflation sur les marchés en Europe et aux Etats-Unis. Et finalement, la Bourse de Paris a réussi à négocier sans trop de difficultés ces deux rendez-vous cruciaux, avec un CAC 40 qui a terminé en légère hausse de 0,18% aux portes des 8.000 points, à 7.992,87 points ce vendredi soir. Les marchés ont donc pris connaissance de l'indice PCE aux Etats-Unis, la jauge préférée de la Réserve fédérale (Fed) américaine, pour le mois d'avril. Finalement, cet indicateur est ressorti conforme aux attentes, avec une inflation de 2,8% hors prix de l'énergie et de l'alimen-

taire, et de 0,2% en rythme mensuel. Surtout, les dépenses des ménages ont nettement ralenti, de 0,2% en avril contre une progression de 0,3% attendu par le consensus, et après une hausse de 0,7% au mois de mars. "Le fait que le core PCE continue de baisser, même lentement, et qu'il ne soit plus si loin des 2% évacue la possibilité d'un retour aux hausses de taux de la Fed. Mais cela ne suffit très vraisemblablement pas pour que la Fed se précipite vers les baisses de taux: sur le timing de ces derniers, c'est peut-être la dégradation du marché du travail qui finira par décider les membres du FOMC (comité de politique monétaire de la Fed, NLDRI)", note Bastien Drut, responsable de la stratégie et des études économiques. Un peu plus tôt dans la journée, les opérateurs ont pris connaissance de

l'indice des prix à la consommation harmonisés en Europe, qui a progressé de 2,6% sur un an en mai contre 2,4% le mois précédent. Pour autant, la Banque centrale européenne devrait enclencher son cycle de baisse de taux dès le mois de juin, malgré la publication de chiffres d'inflation inattendus en Europe, juste avant la réunion trimestrielle de la Banque centrale européenne (BCE). "La BCE devrait annoncer sa première baisse de taux après une longue période de taux élevés, et le timing de la publication des chiffres de l'inflation pourrait affecter de manière notable son processus de prise de décision", avance pour sa part Florian Ielpo, responsable de recherche macroéconomique chez Lombard Odier Investment Managers. Alors que la vague de publications

est passée, la macroéconomie et par ricochet les intentions des banques centrales sur leurs politiques monétaires ont donc accaparé l'esprit des investisseurs cette semaine. Le CAC 40 affiche un bilan hebdomadaire négatif (-1,26%) et ce pour la troisième semaine consécutive. L'indice vedette parisien boucle ainsi le mois de mai sur un gain famélique de 0,10% sauvé par une excellente semaine du 6 mai (+3,29%), marqué par un record absolu à 8.259,19 points.

La tech tique en Bourse

Du côté des valeurs, la tech a bien souffert. Capgemini accuse la plus forte baisse du CAC 40 à la clôture (-4,5%), alors qu'aussi bien Jefferies que JPMorgan ont abaissé leur opinion, passant d'acheter à conserver (ou équivalent). Les deux notes des banques américaines pointent une

reprise dans le secteur des services informatiques qui risque de se décaler dans le temps. Alten a cédé 2,1%, Worldline perd 1,3% et Dassault Systèmes 1,2%. OVHcloud a encore rendu 11% après avoir abandonné 14,6% la veille à la suite d'une dégradation de la part de Stifel. Neoen a rebondi de 20,6%, le prix se rapprochant de l'offre contenue dans la proposition de rachat du canadien Brookfield, annoncée jeudi. Pour des raisons identiques, un cours qui s'ajuste à un prix de rachat, Micropole a flambé de 44,8%. Sur les autres marchés, l'euro avance de 0,17% face au dollar à 1,0853 dollar. Le pétrole repart à la baisse. Le contrat de juillet sur le Brent de mer du Nord redonne 1,20% à 80,90 dollars le baril, tandis que celui sur le WTI coté à New York plie de 1,40% à 76,81 dollars le baril.

CANADA/BUDGET DE 2024

Accroître la productivité et favoriser l'innovation pour créer plus de bons emplois

La mise sur pied d'une économie offrant des emplois bien payés qui aident la population canadienne – particulièrement les millénariaux et les membres de la génération Z – à prospérer doit donner les moyens d'agir aux entrepreneuses et aux entrepreneurs pour leur permettre d'accroître leur productivité et de favoriser l'innovation.

Pour ce faire, le gouvernement fédéral a pris des mesures dans son budget de 2024 afin de prêter main-forte aux entrepreneuses et aux entrepreneurs. Ces mesures leur permettront de concrétiser et de développer leurs idées ainsi que de saisir les possibilités de l'économie mondiale pour créer de bons emplois. L'honorable Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances, l'honorable François-Philippe Champagne, ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, et l'honorable Anita Anand, présidente du Conseil du Trésor, ont présenté aujourd'hui les investissements du budget de 2024 dans les entrepreneuses et entrepreneurs canadiens et dans les entreprises en démarrage pour bâtir une économie où chaque génération peut prospérer. Dans le budget de 2024, le gouvernement réalise des investissements stratégiques dans l'innovation et la recherche, et soutient l'entrepreneuriat. Le nouvel incitatif aux entrepreneurs canadiens, conçu pour encourager tout particulièrement les entrepreneuses et

entrepreneurs novateurs, qui se trouvent en phase de recherche et de démarrage, à faire croître leur entreprise, surtout dans les secteurs de la technologie et de la fabrication. Cet incitatif réduira le taux d'inclusion à 33,3 % sur une somme maximale à vie de 2 millions de dollars de gains en capital admissibles, ce qui permettra aux entrepreneuses et aux entrepreneurs de payer moins d'impôt sur une somme pouvant atteindre 6,25 millions de dollars en gains en capital. Une nouvelle déduction pour amortissement accéléré pour les actifs stimulant l'innovation et améliorant la productivité, comme les ordinateurs et les infrastructures de réseaux de données. Ainsi, pour les entreprises, cette déduction réduira le coût des investissements dans les technologies de pointe qui peuvent améliorer la productivité de leur main-d'œuvre. L'utilisation de bacs à sable réglementaires pour réduire les formalités administratives qui freinent l'innovation, en modifiant la Loi sur la réduction de la paperasse pour pouvoir offrir des exemptions aux lois et

aux règlements existants, et en réformant la réglementation selon les réalités commerciales modernes. Ainsi, le gouvernement est en mesure de faire accélérer l'innovation et de donner aux innovatrices et aux innovateurs canadiens la possibilité de réaliser tout leur potentiel. La bonification du soutien à la recherche en investissant près de 5 milliards de dollars dans des installations et des infrastructures de recherche modernes et de haute qualité, dans des subventions de recherche ainsi que dans l'éducation postsecondaire. Ces investissements sont essentiels au milieu de la recherche et aux scientifiques canadiens pour réaliser des percées. Ce financement comprend 2,6 milliards de dollars qui serviront à financer des subventions de recherche fondamentale et à encourager les talents locaux en recherche de haut niveau, en simplifiant et en améliorant les bourses d'études et de perfectionnement par l'intermédiaire des conseils fédéraux de subvention à la recherche.

AUTRICHE
Les agriculteurs manifestent pour des revenus plus élevés

De nombreux membres de la Communauté agricole autrichienne (AGÖ) se sont rassemblés vendredi à Vienne pour demander des salaires plus élevés. Dans le cadre de la Journée mondiale du lait, organisée par la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), l'AGÖ exige des prix du lait plus élevés, environ 5 centimes de plus par litre. Le prix n'est pas fixé au Parlement autrichien, mais il pourrait y être discuté. Avec plus de 4 000 membres actifs, l'AGÖ est la plus grande communauté agricole indépendante d'Autriche et l'une des plus grandes d'Europe. "Nous sommes ici parce que les revenus dans l'agriculture sont catastrophiques, nous n'avons tout simplement pas de pouvoir d'achat dans les exploitations agricoles, explique Johann Konrad, membre de l'organisation. Nous demandons des prix justes pour notre travail, des prix justes pour nos produits. Il n'est pas possible que le commerce fasse de gros profits et nous laisse sans rien."

FRANCE

"Pas d'austérité budgétaire», promet Le Maire

Il n'y aura pas de rigueur budgétaire en France mais simplement la poursuite d'une politique de rétablissement des finances publiques, a promis samedi Bruno Le Maire après la dégradation de la note de crédit du pays par l'agence Standard & Poor's, qui vaut au gouvernement un déluge de critiques de la part de l'opposition. Du Rassemblement national (RN) à La France Insoumise (LFI), une partie de l'opposition soupçonne le gouvernement de préparer un nouveau tour de vis budgétaire une fois passées les élections européennes du 9

juin, alors que S&P a exprimé ses doutes sur la capacité de la France à tenir ses engagements en matière de dette et de réduction du déficit. "Cette décision (...) ne changera rien à notre stratégie de rétablissement des finances publiques. Je n'ai pas attendu la décision de Standard & Poor's ou de n'importe quelle autre agence de notation pour engager le rétablissement des finances publiques", a dit le ministre de l'Economie et des Finances, en rappelant que le gouvernement entend réaliser 20 milliards d'euros d'écono-

mies sur les dépenses de l'Etat en 2024. Le gouvernement a déjà annoncé 10 milliards d'euros d'économies en début d'année après l'annonce d'un dérapage inattendu du déficit, tandis que "nous travaillons" pour trouver 10 milliards supplémentaires, a rappelé Bruno Le Maire sur BFMTV. "Nous allons poursuivre exactement dans la même voie, sans accélérer ni ralentir, mais en tenant notre stratégie", a-t-il insisté dans sa vidéo YouTube. Pour l'opposition, cette stratégie est une "piteuse gestion des

finances publiques" de la part de Bruno Le Maire et du président de la République Emmanuel Macron, selon les mots du président du parti Les Républicains (LR), Eric Ciotti, sur le réseau X. Marine Le Pen considère pour sa part, également sur X, que "la gestion catastrophique des finances publiques par des gouvernements aussi incompetents qu'arrogants a mis notre pays dans de très graves difficultés cumulant records d'impôts, de déficit et de dettes". La présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale invite les

Français à sanctionner "lourdement" Emmanuel Macron aux élections européennes pour empêcher le gouvernement d'imposer "une 'purge' sociale et fiscale inefficace et injuste" après le scrutin. La tonalité est la même chez LFI, qui juge dans un communiqué que le gouvernement "se servir(a) de cette dégradation pour dire qu'il faut redoubler d'efforts dans la baisse des dépenses publiques et les attaques sur la protection sociale afin de réduire les déficits".

MEXIQUE

L'économie mexicaine devrait continuer à croître régulièrement

L'économie mexicaine devrait continuer à croître régulièrement après l'élection présidentielle de juin, à l'instar des résultats satisfaisants enregistrés aux États-Unis, tandis que la situation budgétaire deviendra plus difficile pour le nouveau gouvernement, selon un sondage Reuters. L'administration du président Andres Manuel Lopez Obrador a augmenté les dépenses en prévision du vote, ce qui a suscité l'inquiétude de certains déci-

deurs de la banque centrale, qui craignent l'impact sur l'inflation. La candidate du parti au pouvoir, Claudia Sheinbaum, est en tête de la course électorale. Elle a vanté les mérites de l'augmentation du salaire minimum et s'est engagée à soutenir les entreprises publiques du secteur de l'énergie. Dans le même temps, elle a également promis une discipline fiscale, mais n'a pas encore présenté de plans détaillés. Le produit intérieur brut (PIB) devrait

augmenter de 2,2 % cette année et de 1,9 % en 2025, selon les estimations médianes de 34 analystes interrogés du 8 au 18 avril. Le consensus pour l'année prochaine a été revu à la baisse par rapport à une prévision de 2,1 % lors d'un sondage réalisé en janvier. Le principal moteur devrait être la poursuite des bons résultats macroéconomiques aux États-Unis, qui stimulerait les exportations mexicaines, ainsi que l'augmentation des envois de fonds en provenance de la

première économie mondiale, qui ont atteint l'année dernière le chiffre record de 63,3 milliards de dollars. "Les risques entourant les prévisions sont équilibrés", a déclaré Alberto Ramos, responsable de la recherche économique pour l'Amérique latine chez Goldman Sachs, soulignant un certain nombre d'incertitudes externes et internes, aggravées par une récente poussée de volatilité sur le marché de la monnaie locale.

FORD SHELBY SUPER SNAKE

830 mustangs sous le capot

Le célèbre préparateur s'est attaqué à la septième génération de la Ford Mustang et en propose déjà une version extrême avec la Ford Shelby Super Snake optimisée pour un usage sur piste et forte de 830 ch.



Qui dit Ford Mustang dit versions préparées par Shelby et la septième génération de ce plus célèbre des poney cars ne déroge pas à la règle. Mieux encore, le sorcier au serpent présente d'abord la version la plus extrême de sa future gamme de Mustang préparées avec la Shelby Super Snake. Cette dernière se veut la Shelby Mustang la plus orientée « piste » mais aussi la plus puissante grâce à un habituel compresseur « maousse-costaud » greffé au V8 5.0 l ! Avec 830 ch sous le capot, cette Ford Shelby

Super Snake promet sensations et performances... au prix fort.

V8 compressé

S'agissant d'une préparation et non d'un modèle à part entière, la nouvelle Shelby Super Snake se base sur la Ford Mustang Gt de septième génération et laisse donc le choix entre une boîte de vitesses manuelle à 6 rapports ou une boîte automatique à 10 rapports, associée au V8 5.0 l. Cependant, ce dernier reçoit le support d'un compresseur Whipple de 3 litres combiné à des systèmes de refroidissement améliorés, un échappement Borla à haut débit

et d'autres améliorations ciblées. Au total, Shelby extrait 830 ch du V8 ! Soit un gain de 350 ch par rapport au moteur de série qui développe 480 ch aux normes américaines.

Pour la piste

Conçue pour briller sur la piste, cette Ford Shelby Super Snake ne se contente pas de gonfler son moteur et adopte des suspensions spécifiques développées par Shelby, des freins renforcés, abrités dans des jantes forgées de 20 pouces « maison » tandis que le capot ajouré en aluminium permet de gagner quelques kilos, au

même titre que les ailes élargies en carbone. Bien entendu, la calandre, le bouclier avant équipé d'une lame généreuse, les jupes latérales, le pare-chocs arrière et le diffuseur adoptent un dessin spécifique et plus agressif, complété par l'aileron posé sur la malle arrière qui arbore un béquet en « queue de canard » du plus bel effet. Originalité, Shelby propose cette préparation sur la Mustang Coupé mais également sur la Convertible. Le cabriolet adopte alors un arceau de sécurité qui vient principalement renforcer la rigidité de la caisse.

Prix gonflé

En partant d'une Mustang GT « donneuse », le client devra déboursier au total la modique somme de 159.995 \$ - supplément de 5500 \$ pour le cabriolet, de 1595 \$ pour la boîte automatique - pour obtenir sa Shelby Super Snake 2024. Le prix de l'exclusivité puisque Shelby prévoit une édition limitée à 250 exemplaires pour l'année en cours, chacune étant incluse dans le registre officiel Shelby. Si ce modèle est destiné exclusivement au marché américain, Shelby reconnaît que quelques unités pourraient être produites par des partenaires triés sur le volet dans d'autres marchés si la demande est suffisante.

Peugeot E-3008 73 kWh 210: Ligne sous haute tension

Pour se faire remarquer, le nouveau 3008 se taille un style très tranché. Une ligne sous haute tension, puisque le modèle se convertit aussi à l'électricité. Découverte de cette lionne sur pile. Sa mission est ardue: succéder à un modèle à succès qui a rebattu les cartes dans le segment du SUV compact. À sa naissance en 2016, l'ancien 3008 a en effet créé l'effet « waouh », avec un style original, tant dehors que dedans. Et le succès fut au rendez-vous, avec plus de 1,3 million d'exemplaires écoulés en sept ans. Dans le climat automobile actuel placé sous tension, le nouveau 3008 se devait évidemment de passer le cap de l'électrification totale. Plus de Diesel au programme. Ce 3008 (le troisième du nom) reste disponible en variante à essence 1.2 turbo micro-hybride de 136 ch (un moteur qui a troqué la problématique courroie de distribution du PureTech contre une chaîne, plus résistante). Et une hybride plug-in débarquera également cet été. Mais pour l'heure, on se penche sur la version sans échappement.

LE CONCEPT

On l'a dit, la deuxième génération de 3008 a connu un énorme succès, notamment



grâce à son look. Le nouveau 3008 mise donc lui aussi sur son physique pour séduire. Et il joue désormais pleinement la carte du « SUV-Coupé ». Peugeot préfère parler de « SUV-Fastback », expliquant que la poupe entame sa plongée derrière (et pas sur...) la tête des passagers du second rang, afin de préserver une bonne

garde au toit. On verra ça. Quoi qu'il en soit, la ligne est très tranchée, avec une poupe plongeante et des extrémités cubiques. Un look osé, que l'on doit en partie au coup de crayon de l'ancien designer maison, Gilles Vidal. La gestation du nouveau 3008 a en effet débuté en 2018, alors que Vidal n'a quitté la marque au

lion qu'à l'été 2020 (pour filer chez Renault...). Côté gabarit, le nouveau 3008 s'est allongé de 9,5 cm par rapport à son prédécesseur et a pris des épaules (+5,4 cm en largeur), tout en rehaussant son toit de près de 2 cm. Et le modèle chausse grand, reposant sur des jantes de 19" de série, voire de 20" en finition haute GT.

POUR TRANSFORMER L'ERP DANS LE CLOUD AVEC L'IA GÉNÉRATIVE

Amazon Web Services et SAP renforcent leur partenariat

SAP, éditeur allemand de logiciels ERP, annonce l'élargissement de son partenariat stratégique avec AWS, la plateforme cloud d'Amazon. Cette collaboration étendue vise à accélérer l'adoption de la solution RISE with SAP sur AWS, améliorer la performance et l'efficacité des charges de travail SAP exécutées dans le cloud, et intégrer la GenAI dans l'ensemble du portefeuille d'applications qui sont critiques pour les entreprises.

Lors de sa conférence annuelle Sapphire, l'an passé, SAP a annoncé l'intégration de nouvelles fonctionnalités d'IA d'entreprise à son portefeuille, la plupart d'entre elles étant alimentées par l'IA générative. La société, qui y avait également fait part de nouvelles collaborations avec Microsoft, Google Cloud et IBM, annonce aujourd'hui étendre son partenariat avec AWS, son premier fournisseur cloud certifié.

Les modèles d'IA générative d'Amazon Bedrock disponibles sur le Hub d'IA Générative de SAP AI Core

Le hub d'IA générative de l'infrastructure SAP AI Core offre aux clients un accès instantané et sécurisé à une large gamme de modèles de langage (LLM) qui peuvent être facilement intégrés aux applications métier SAP. Ce hub s'intègre désormais aux LLM d'Amazon Bedrock, le service lancé par AWS en avril 2023, disponible en France depuis le mois dernier, permettant à ses utilisateurs de personnaliser des LLM en fonction de leurs besoins et de leurs données au lieu d'utiliser des modèles prêts à l'emploi.

A l'origine, ceux-ci avaient le choix entre les modèles de fondation des start-ups AI21 Labs, Anthropic, Stability AI et les modèles Titan d'Amazon, Titan Text Lite et Titan Text Express. En septembre dernier, AWS enrichissait ce service avec



l'ajout de Claude 2 d'Anthropic, Stable Diffusion XL 1.0 de Stability AI, le modèle phare "Command" de la start-up canadienne Cohere ainsi que son modèle "Embed".

Plus récemment, Mistral 7B et Mixtral 8x7B et Mistral Large les ont rejoints avec les derniers modèles d'Anthropic. Grâce à cette intégration, les clients de SAP peuvent accélérer l'adoption de la GenAI et moderniser les processus métier clés basés sur les solutions SAP. Ces innovations peuvent être utilisées au travers de cas d'usage intégrés à RISE with SAP et à la fonctionnalité de gestion du cycle de vie des scénarios intelligents en tant que composant d'intégration, ou côte à côte directement sur SAP Business Technology Platform (SAP BTP).

Utilisation des puces AWS par SAP pour ses futures offres Business AI

Depuis novembre dernier, SAP utilise les puces Graviton3 d'AWS pour alimenter SAP HANA Cloud, ce qui a permis d'améliorer les performances, de réaliser des économies de coûts et de gagner en efficacité énergétique. SAP et AWS collaborent actuellement sur la prochaine génération de Graviton4 pour continuer à améliorer les performances et l'efficacité des applications SAP. SAP prévoit également d'utiliser les puces AWS Trainium et AWS Inferentia, conçues spécifiquement pour les workloads d'IA et de Machine Learning, pour la formation et le déploiement des futures offres SAP Business AI. Ces in-

novations permettront d'accélérer le processus de développement tout en maintenant des niveaux élevés de précision et de fiabilité.

Le projet Kuiper d'Amazon s'appuie sur RISE with SAP

Project Kuiper est une initiative d'Amazon visant à augmenter l'accès mondial au haut débit par le biais d'une constellation de 3 236 satellites en orbite terrestre basse (LEO). Son objectif est de réduire la fracture numérique en fournissant un accès haut débit rapide et abordable aux clients opérant dans des régions dépourvues de connexions Internet fiables.

Pour réaliser cette mission, le projet Kuiper a sécurisé 80 lancements d'Arianespace, Blue Origin, SpaceX et United Launch Alliance, et dispose d'options pour des lancements supplémentaires avec Blue Origin, ce qui devrait permettre de déployer la majorité de sa constellation de satellites.

Le projet utilise désormais RISE with SAP pour soutenir sa chaîne d'approvisionnement complexe et ses opérations de fabrication. RISE with SAP permet à l'équipe du projet de capitaliser sur une infrastructure fiable et évolutive pour exécuter un ERP cloud moderne en tant que service géré, afin qu'elle puisse se concentrer sur l'innovation plutôt que sur la gestion informatique.

WORD, EXCEL, OFFICE...

Méfiez-vous de ces faux logiciels Microsoft qui propagent des malwares !

Les utilisateurs sont une nouvelle fois avertis d'une vaste campagne malveillante utilisant des versions piratées des célèbres logiciels Microsoft comme appât pour infecter les systèmes avec une panoplie de malwares redoutables. Qui n'a jamais été tenté de télécharger une version « crackée » d'un logiciel payant par pure économie ? Cette pratique illégale, aussi répandue soit-elle, n'en demeure pas moins extrêmement risquée. Des cybercriminels profitent en effet de l'appât du gain pour diffuser en masse des malwares dévastateurs à travers de faux installateurs des suites Office, des traitements de texte Word ou des tableurs Excel de Microsoft. Orcus RAT, XMRig, PureCrypte... Autant de logiciels malveillants prêts à prendre le contrôle de vos systèmes, même si, selon l'ARCOM, les Français rentrent dans le rang et piratent moins qu'avant.

Une campagne malveillante déguisée en Microsoft Office piraté



Les experts en cybersécurité de la société ASEC ont identifié une vaste campagne de propagation de malwares déguisés en versions piratées de logiciels Microsoft très populaires. Les attaquants créent de faux installateurs d'apparence légitime pour la suite bureautique Office, le traitement de texte Word, le tableur Excel

et d'autres programmes Microsoft. Mais une fois lancées, ces applications commencent par établir des connexions suspectes. Elles contactent d'abord des canaux Telegram ou des comptes Mastodon contrôlés par les cybercriminels pour récupérer une URL de téléchargement. Celle-ci pointe généralement vers

des fichiers hébergés sur des plateformes légitimes comme Google Drive ou GitHub. La suite malveillante se déploie alors en décompressant les charges utiles cachées dans ces fichiers à l'aide de l'utilitaire 7-Zip. C'est à ce stade que le véritable arsenal malveillant se déploie sur le système infecté. Le module « Updater » installe des tâches dans le Planificateur de tâches Windows pour assurer la persistance de l'infection, même en cas de redémarrage. Il télécharge et exécute ensuite une panoplie de malwares parmi lesquels Orcus RAT, XMRig, 3proxy, PureCrypter et AntiAV, aux fonctionnalités particulièrement nuisibles.

Les risques encourus en cas de téléchargement illégal

Même si les malwares, on ne le sait que trop, aujourd'hui, se cachent partout sur le Web, il est essentiel d'éviter de tendre le bâton pour se faire battre.

Les versions piratées ou crackées sont à proscrire absolument, quelle que soit la tentante économie réalisée. Outre leur caractère illégal, elles représentent un risque majeur pour vos données et vos systèmes. Une fois déployés, ces malwares permettent aux hackers de siphonner vos données et de vous les rançonner, ou bien de les vendre sur le dark web. C'est la raison pour laquelle il n'est jamais inutile de rester prudent quant aux liens sur lesquels vous cliquez, les pièces jointes que vous recevez dans vos mails ou les messages privés que vous recevez. Au moindre doute, ne cliquez pas, n'ouvrez pas et ne répondez pas. Les éditeurs de logiciels comme Microsoft proposent souvent des versions d'évaluation ou des formules d'abonnement abordables pour leurs suites bureautiques. Ces solutions officielles vous éviteront bien des tracas à long terme. En cas de doute sur l'authenticité d'un programme, patientez et renseignez-vous auprès de sources dignes de confiance.

Mots fléchés

Fabuliste français	↓	Résilient	↓	Calcium	↓	Apéritif	↓	Ville du Nevada	↓	Chemisiers	↓	Raclées	↓
Dramaturge français		Messagers		Repasé				Entrée vietnamienne					
↓		↓		↓				↓		Arme rudimen-taire		Fanée	
Prénom féminin	→				Fatigué	Goupils	→			↓		↓	
Ordres de mammifères						Petit chemin							
↓					↓	↓		Mammifères marins	→				
Éveillé	→							Cent un romain	Riposte	Boisson du petit déjeuner	→		
Estima													
↓				Sépia	→			↓	↓		Opposé à la force	→	
				Suite d'étoiles							Remplace le RMI		
Friche		Instruis	→	↓						Roues à gorge	→		
		Chaine publique italienne								Méat urinaire			
↓		↓								↓			
							Pareil-lement	→					Empestes
							Mis hors de combat						
Admirateur	→				Bon sens	Jaunit	→					Petite classe	→
Grosse tumeur au cou													
↓					↓								
						Indien d'Amérique	→				Tombé	→	
											Exister		
Mammifère marin		Argon	Capitale du Maroc		Mal d'oreilles	→					↓	Id Est	→
					Bains							Arbres	
↓		↓	↓		↓							↓	
						Fleuve français	Plantes herbacées	→					
Aplanis	→					↓							
Distance chinoise							Énergie	→					Comprimeras
							Derrière						Pour relier
↓							↓						↓
								Bison d'Europe	Maison italienne	→			↓
									Lettre grecque				↓
Leste		Soucieux	→					↓	↓				
		Pentes d'in montagne								Préfecture de la Loire-Atlantique	Astate	→	
↓		↓								↓	Donne un bon duvet		
				Produira	Trous de nez	→					↓		Annonce la spécialité
				↓									↓
Partie latérale de la tête	Points cardinaux opposés		Arbre	→						Bien être	→		
			Grand-père							Protection (prendre sous son)			
↓	↓		↓							↓			
					Beau perroquet	Voile triangulaire		Chaine de montagnes sud-américaine	→				
					↓	↓		Solution					
Exécutas	→						Évoquer	→					Indium
							Troisième personne du singulier						
							↓						↓
Socle	Disperserai	→											
↓													
				Aériennes	→							Éta	→

MOSTAGANEM

15 hectares de couvert végétal ravagés par un incendie

Un incendie survenu dans le massif forestier de "Bourahma", à l'Est de la wilaya de Mostaganem, a détruit 15 hectares de couvert végétal, a-t-on appris, dimanche auprès de la Conservation des forêts. La même source a précisé que le sinistre, survenu samedi à 15 heures environ dans la zone de Touafir de la forêt de Bourahma, dans la commune de Benabdelmalek Ramdane, à 35 km à l'Est de Mostaganem, a ravagé 15 hectares du couvert végétal de cette partie du patrimoine sylvicole de la wilaya, constitués principalement de pins d'Alep, de genévriers, de pistachiers, de lentisques et de scirpes (diss). L'incendie, qui a duré jusqu'à 20 heures de la même journée (samedi) et dont la maîtrise a nécessité la mobilisation d'importants moyens humains et matériels a été marqué par 4 départs de feu, dont le plus important a provoqué la destruction totale d'une superficie sylvicole de pas moins de 9 hectares, a fait savoir la même source.

PERTURBATION DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE À TIARET

Tebboune ordonne l'élaboration d'un plan d'urgence

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, hier, l'élaboration d'un programme urgent et exceptionnel pour résoudre le problème de l'eau potable à Tiaret. La décision a été prise lors d'une réunion d'un Conseil des ministres consacrée à des exposés se rapportant à plusieurs secteurs. en effet, un délai maximum de 48 heures a été accordés pour le gouvernement et les responsables de ce secteur pour l'élaboration d'un programme visant à résoudre le problème de l'eau potable à Tiaret, indique un communiqué du Conseil des ministres. Concernant le financement des startups, Le Président Tebboune a ordonné d'ouvrir davnatage de possibilités aux entreprises émergentes pour bénéficier de projets publics, de lutter contre les méthodes financières visant à décourager les jeunes et accélérer l'ouverture des agences régionales chargées du financement et du suivi des projets des startups. S'agissant des mesures et dispositions prises pour réduire les délais de passage portuaire des marchandises importées, Tebboune a chargé le gouvernement de préparer une vision globale d'une nouvelle stratégie de gestion portuaire, soulignant la nécessité de respecter les délais de déchargement des expéditions en renforçant les capacités et les systèmes de suivi.

CHLEF

Production prévisionnelle de plus de 250.000 qx de céréales

Une production prévisionnelle de plus de 250.000 qx de céréales, toutes variétés confondues, est attendue dans la wilaya de Chlef au titre de la présente saison agricole (2023/2024), a-t-on appris, dimanche, de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. "Cette prévision de production est en hausse comparativement à celle de la campagne écoulée, durant laquelle la wilaya n'a pu engranger que 91.000 qx de céréales. Le rendement à l'hectare est de 8 à 12 qx pour les différentes cultures céréalières, contre 30 qx/ha pour les superficies irriguées", a indiqué le DSA Mehdi Kouadria dans une déclaration à l'APS, en

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 3 juin 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



marge du lancement de la campagne moisson-battage au niveau de l'exploitation agricole "Tahri" de la commune d'Oued Sly, à l'Ouest de Chlef. Il a, aussi, fait part de la mobilisation de 14 points pour le stockage des céréales d'une capacité globale de 587.000 qx, notant que la wilaya a bénéficié, cette année, de 10 nouveaux projets de stockage actuellement au stade d'élaboration des cahiers de charges y afférents, en vue du lancement prochain de leurs travaux de réalisation. A noter que le wali Brahim Ghemired a procédé au lancement de la campagne moisson-battage au niveau de l'exploitation agricole "Tahri", en présence

des autorités locales civiles et militaires. Il a, également, visité une exposition de cultures céréalières et de semences produites dans la région. M. Ghemired a assuré, à l'occasion, la mobilisation de tous les moyens matériels et humains pour la réussite de la campagne moisson-battage, outre l'organisation de l'opération de stockage du produit, tout en œuvrant à l'extension des superficies céréalières à l'avenir. Les cultures céréalières à Chlef, notamment le blé et l'orge, sont particulièrement concentrées dans les communes d'Oued Sly, Ouled Fare, Zeb-boudja, Oued Fodda, Sendjas, Bouzghaia et Tadjena.

EDUCATION

Plus de 800.000 candidats à l'examen du BEM à partir d'aujourd'hui

Plus de 800.000 candidats passeront l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM) à partir de lundi à travers 3.040 centres d'examen au niveau national. Les chiffres du ministère de l'Education nationale font état d'un total de 818.439 candidats scolarisés et libres inscrits pour la session de juin 2024 du BEM, dont 1,6% de candidats libres et 53% de filles. Selon le ministère, 1.356 candidats aux besoins spécifiques sont également concernés par cet examen, dont 179 autistes, 104 présentant un léger retard mental, 9 souffrant de la maladie des "enfants de la

lune", 7 trisomiques, 233 mal-voyants, 395 souffrant d'un handicap moteur et 429 malentendants. A cela s'ajoutent 552 candidats des Cadets de la nation et 5.003 candidats issus des centres de rééducation. Toutes les mesures organisationnelles ont été prises pour assurer le bon déroulement des examens nationaux, avec la mise en place d'un dispositif de suivi à plusieurs niveaux, avait affirmé le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, assurant que "les sujets des épreuves sont puisés dans les cours dispensés en classes durant l'année scolaire". Comme lors des

précédentes années, les centres d'examen ouvriront leurs portes au moins une heure avant le début des épreuves, aucun outil de communication n'est autorisé en salles d'examen et les effets personnels seront déposés dans une salle dédiée. A noter que pour lutter contre la fraude aux examens nationaux, les pouvoirs publics ont adopté une politique pénale stricte, avec le concours des secteurs de l'Education et de la Justice et des établissements concernés. Le taux de réussite à l'examen du BEM en 2023 était de 60,97%.

CLIENTS PROFESSIONNELS « MOOHTARIF »

Algérie Télécom poursuit ses efforts de baisse de tarifs et d'augmentation de débits !

Dans le cadre de ses efforts continus de réduction des tarifs et d'augmentation des débits, Algérie Télécom est fière d'annoncer à son aimable clientèle le lancement de nouvelles offres « MOOHTARIF », spécialement conçues pour répondre aux besoins en connectivité des petites et moyennes entreprises, ainsi que des professions libérales. MOOHTARIF propose une gamme diversifiée de formules, parfaitement adaptées à tous les secteurs d'activités professionnelles, avec des paliers de vitesse ultra-rapide allant jusqu'à 200

Mbps, 500 Mbps et même 1 Gbps. Les nouvelles offres MOOHTARIF se présentent comme suit : Moohtarif 20 Mbps : De 3 100 DA/Mois à 2 700 DA/Mois Moohtarif 50 Mbps : De 3 300 DA/Mois à 2 900 DA/Mois Moohtarif 100 Mbps : De 4 100 DA/Mois à 3 100 DA/Mois Moohtarif 200 Mbps : 3 300 DA/Mois (Nouveau palier de débit) Moohtarif 300 Mbps : De 4 500 DA/Mois à 3 500

DA/Mois Moohtarif 500 Mbps : 4 500 DA/Mois (Nouveau palier de débit) Moohtarif 1 Gbps : 5 200 DA/Mois (Nouveau palier de débit) De plus, les clients professionnels éligibles à la Fibre Optique (FTTH) disposant d'un débit de 20 Mbps et plus bénéficieront d'une augmentation systématique vers des débits supérieurs, sans frais supplémentaires. Pour bénéficier de cette nouvelle offre MOOHTARIF, nos clients peuvent se rapprocher de

leur agence commerciale ou effectuer, simplement, une demande en ligne sur le site web d'Algérie Télécom. À travers cette offre, Algérie Télécom vise à promouvoir le développement de la connexion internet à très haut débit et à répondre aux attentes et besoins croissants de nos clients professionnels en matière de connectivité. Pour plus d'informations, Algérie Télécom vous invite à visiter son site web : www.algerietelecom.dz.

MÉDECINE PHYSIQUE ET RÉADAPTATION

Créer un consensus autour de la prise en charge de la douleur

Les participants à la 2ème rencontre du service de médecine physique et de réadaptation de l'EHU d'Oran, ouverte samedi, ont insisté sur la nécessité de créer un consensus autour de la prise en charge de la douleur. Organisée par le service de médecine physique et de réadaptation, en collaboration avec le service d'épidémiologie et de médecine préventive de l'EHU d'Oran, cette rencontre qui prend fin dimanche a été axée sur le thème "La douleur en médecine physique et de réadaptation". "Cette année, les recomman-

dations de cette rencontre ont pour objectif de créer un consensus et d'unifier et d'améliorer les pratiques des médecins MPR dans la prise en charge de la douleur neuropathique, afin d'avoir une visibilité nationale", a indiqué la cheffe de service de médecine physique et de réadaptation à l'EHU d'Oran, El Alabed Fadia, dans une déclaration à l'APS en marge des activités de cette rencontre. "La prise en charge de la douleur en médecine physique, notamment la douleur neuropathique, est confrontée en Algérie à la problématique de l'absence de

consensus et il existe plusieurs protocoles pour la prise en charge de la douleur dans cette spécialité, mais il n'y pas de consensus", a-t-elle souligné, ajoutant que l'objectif de cette rencontre, qui réunit des spécialistes de différentes régions du pays, "est de mettre en place des recommandations et des propositions de consensus". Cette rencontre réunit des médecins, soignants, psychologues, infirmiers, kinésithérapeutes, ergothérapeutes et chercheurs, et ce, "pour l'amélioration de la prise en charge de la douleur des patients et de

leurs proches-aidants", a-t-elle noté. Pour sa part, Pr Bensaber Ouassini, chef de service de médecine physique et réadaptation au CHU de Sidi Bel Abbes, a fait savoir que la prise en charge de la douleur est difficile et complexe, partout dans le monde. "L'idée est de proposer ce qu'il faut faire et ce qu'il faut éviter devant les situations les plus courantes", a-t-il expliqué, ajoutant que cette rencontre sera sanctionnée par des recommandations établies par plusieurs spécialistes sur des propositions de consensus.